

Maude St-Laurent

6539677

**Mémoire – API69999**

**L'influence du lobby pro-israélien dans la conduite de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient. Étude de cas sur les négociations de l'accord sur le nucléaire iranien.**

Présenté au Professeur Thomas Juneau

Dans le cadre des exigences du programme de maîtrise en affaires publiques et internationales

Université d'Ottawa

09 juillet 2018

# Table des matières

<b>SOMMAIRE :</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION :</b>	<b>4</b>
<b>MÉTHODOLOGIE :</b>	<b>6</b>
<b>REVUE DE LITTÉRATURE :</b>	<b>7</b>
<b>LA THÉORIE DES JEUX À DEUX NIVEAUX DE PUTNAM</b>	<b>7</b>
<b>LE RÔLE DES GROUPES D'INTÉRÊT DANS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAIN</b>	<b>8</b>
DÉFINITION DE « LOBBY »	8
L'IMPACT DES LOBBIES	10
LES LOBBIES ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAIN :	14
<b>LE LOBBY PRO-ISRAËL</b>	<b>16</b>
<b>CONTEXTE :</b>	<b>19</b>
<b>LA RELATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET ISRAËL</b>	<b>20</b>
<b>RECENSION DES LOBBIES PRO-ISRAËLIENS AUX ÉTATS-UNIS</b>	<b>22</b>
<b>LE TRIANGLE : ÉTATS-UNIS, ISRAËL ET IRAN</b>	<b>25</b>
<b>LE DOSSIER DU NUCLÉAIRE IRANIEN</b>	<b>28</b>
<b>THE JOINT COMPREHENSIVE PLAN OF ACTION</b>	<b>30</b>
<b>LES STRATÉGIES DU LOBBY PRO-ISRAËL LORS DES NÉGOCIATIONS :</b>	<b>32</b>
LA FORMATION DE COALITIONS :	33
CAMPAGNE MÉDIATIQUE :	35
LOBBYING DIRECT AUPRÈS DES MEMBRES DU CONGRÈS	37
GUERRE D'INFORMATION	38
<b>LES LIMITES DU LOBBY PRO-ISRAËLIEN</b>	<b>40</b>
LA FRAGMENTATION DU LOBBY PRO-ISRAËLIEN :	41
ERREURS STRATÉGIQUES :	43
<b>CONSÉQUENCES IMMÉDIATES DE L'ACCORD:</b>	<b>47</b>
<b>CONCLUSION :</b>	<b>49</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>53</b>
<b>ARTICLES DE PÉRIODIQUES :</b>	<b>53</b>
<b>LIVRES :</b>	<b>56</b>
<b>RESSOURCES EN LIGNE :</b>	<b>58</b>

## Sommaire :

Durant les dernières années, la problématique du nucléaire iranien a occupé beaucoup de place dans les médias occidentaux. Un des facteurs expliquant l'importance qu'a pris le dossier dans la politique américaine est l'influence des lobbies israéliens à Washington. En juillet 2015, après de longues négociations, une entente a été conclue entre le P5 + 1 et l'Iran appelé JCPOA ou *Joint Comprehensive Plan of Action*. Dans ce mémoire, nous tentons de répondre à la question suivante : Que révèle l'accord sur le nucléaire iranien sur les stratégies et les limites de l'influence du lobby pro-israélien à Washington ? L'opposition au JCPOA est venue de divers groupes incluant le Parti républicain, le gouvernement d'Israël, et diverses organisations de lobbying pro-israéliennes aux États-Unis. La portée des efforts du lobby AIPAC pour contrecarrer l'accord a été sans précédent. Le groupe de pression et ses alliés ont utilisé divers moyens afin de convaincre les membres du Congrès de rejeter l'accord sur le nucléaire iranien, tels que la formation de coalition, le lancement de publicités à la télévision, la publication de reportages dans les journaux, l'utilisation des médias sociaux, le lobbying direct auprès des législateurs, etc. Cependant, ces tactiques n'ont pas réussi à leur assurer un vote des deux-tiers des membres du Congrès. L'entente a démontré les limites de l'influence du lobby israélien, notamment d'AIPAC, à Washington. D'abord, cet échec s'explique par des changements dans le paysage politique américain qui ont causé un fractionnement du lobby pro-israélien. Ensuite des erreurs stratégiques ont été commises par le lobby et ses partenaires lors de leur campagne.

## Introduction :

Les relations américano-iraniennes ont été marquées par un antagonisme ouvert depuis la révolution iranienne de 1979. Dès le début, les États-Unis avaient une vision négative de la nouvelle République islamique. Effectivement, l'ayatollah Khomeiny, guide de la révolution et leader suprême de l'Iran, avait un discours critique envers les États-Unis. De plus, il déposait le régime du Shah Mohammad Reza Pahlavi qui était un allié important de Washington. Le renversement du Shah a été un dur coup pour les intérêts américains dans la région. Néanmoins, l'événement qui a déterminé l'attitude américaine à l'égard de la République islamique d'Iran est la saisie de l'ambassade américaine à Téhéran en novembre 1979, par un groupe d'étudiants iraniens, et la prise en otage de 52 Américains pendant plus d'un an. Cet événement a classé l'Iran comme un État terroriste pour le public américain en plus de faire cesser toute relation diplomatique officielle entre les deux pays. Durant les décennies qui ont suivies, la situation n'a guère évoluée.

En 2002, le Conseil National de Résistance d'Iran, un groupe de dissidents iraniens<sup>1</sup>, a révélé l'existence d'un programme clandestin d'enrichissement d'uranium en Iran. La même année, le Président des États-Unis, Georges W. Bush, dans son discours de l'état d'union, a identifié l'Iran comme faisant partie de « l'axe du mal »<sup>2</sup>. En effet, toute tentative de l'Iran de se procurer l'arme nucléaire est vue par les Américains et leurs alliés comme une menace à la sécurité internationale. Suite à cette découverte, la communauté internationale a imposé des sanctions économiques contre

---

<sup>1</sup> Jean-Loup Samaan, (2015). « La variable israélienne de la politique Américaine vis-à-vis de l'Iran, *Politique américaine*, vol. 2(26), p. 72.

<sup>2</sup> Paul R. Pillar (2016). « The Role of Villain : Iran and U.S. Foreign Policy », *Political Science Quarterly*, Vol. 131 (2), p. 378.

l'Iran. Durant les dernières années, la problématique du nucléaire iranien a occupé beaucoup de place dans les médias occidentaux. Selon plusieurs auteurs, un des facteurs qui explique l'importance qu'a pris le dossier du nucléaire iranien dans la politique américaine est l'influence de lobbies israéliens tels que AIPAC, The American Jewish Committee ou encore The Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations. Le lobby pro-Israël a, en effet, réussi à influencer la direction de la politique étrangère américaine envers Israël et le Moyen-Orient au fil des ans. Durant les dernières années, les efforts du lobby se sont dirigés principalement vers l'Iran, et le groupe de pression a milité en faveur de l'imposition de sanctions sévères.

Il y a eu plusieurs tentatives de négocier un accord, mais toutes ont échoué jusqu'en 2012. À ce moment, subissant les conséquences de plus en plus néfastes des sanctions économiques imposées contre lui, l'Iran a accepté de négocier sérieusement. De plus, les États-Unis ont eux aussi accepté de faire davantage de concessions. En juillet 2015, après 20 mois de négociations intenses, une entente a finalement été conclue entre le P5 + 1 (Royaume-Uni, France, États-Unis, Chine, Russie et Allemagne) et l'Iran pour former un accord sur le nucléaire iranien. En vertu de cet accord, appelé *The Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA)*, l'Iran a accepté de limiter ses activités nucléaires et de se soumettre à des inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En échange, les sanctions économiques imposées contre l'Iran devaient être progressivement levées. Cette entente avait, entre autres, pour but de permettre à l'Iran de normaliser ses relations avec la communauté internationale et de sortir de son isolement.

Dans notre mémoire, nous tenterons de répondre à la question suivante : Que révèle l'accord sur le nucléaire iranien sur les stratégies et les limites de l'influence du lobby pro-israélien à

Washington ? Afin de répondre à notre question de recherche, nous allons d'abord faire une revue de littérature dans laquelle nous examinerons la théorie des jeux à deux niveaux de Putnam et où nous analyserons le concept de lobby ainsi que l'influence des groupes d'intérêts dans la politique étrangère américaine. Nous ferons ensuite une mise en contexte en explorant la relation des États-Unis avec l'État d'Israël et nous retracerons l'émergence du lobby pro-israélien aux États-Unis. Après, nous examinerons la relation entre les États-Unis et l'Iran et son contexte historique. Par la suite, nous entrerons dans le vif du sujet en expliquant la problématique liée au nucléaire iranien et nous allons examiner les différentes tactiques utilisées par le lobby pro-Israël lors des négociations sur le nucléaire Iranien ainsi que leurs limites.

## **Méthodologie :**

Pour répondre à cette question, nous allons effectuer une étude de cas, l'analyse d'un événement historique spécifique, c'est-à-dire, l'influence de groupes de pressions lors des négociations sur le nucléaire iranien. Nous allons procéder à une analyse qualitative de contenu à travers des sources secondaires. Nous allons consulter des revues universitaires mais également des sources médiatiques fiables, telles que des reportages de journaux ou de médias télévisuels.

Étant donné que notre étude ne s'appuie pas sur des observations empiriques mais plutôt sur des données secondaires, elle reste limitée. En effet, il est difficile de mesurer la portée exacte de l'influence des lobbies sans faire une étude de terrain. De plus, beaucoup d'éléments entrent en jeu pour les législateurs lorsque vient le temps de voter une loi au Congrès; et les groupes de pressions ne représentent qu'un seul de ces facteurs.

Le 8 mai 2018, le président américain Donald Trump a rempli une de ses promesses électorales en retirant les États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien<sup>3</sup>. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, quant à eux, se sont dit déterminés à préserver l'accord malgré le repli des États-Unis. Cependant, les sanctions américaines réimposées sur l'Iran menacent les entreprises européennes faisant des affaires dans ce pays. Il y a donc beaucoup d'incertitudes concernant l'avenir de l'accord. Par conséquent, notre étude sera circonscrite dans le temps : du début des négociations concernant l'accord, en 2013, à la signature du JCPOA en 2015.

## **Revue de littérature :**

### **La Théorie des jeux à deux niveaux de Putnam**

Dans notre analyse, nous allons utiliser, comme cadre théorique, la théorie des jeux à deux niveaux du politologue Robert Putnam, aussi appelé *The two level game theory*. Putnam conceptualise les négociations internationales comme un « jeu à deux niveaux » dans lequel le niveau 1 représente les interactions entre les gouvernements des pays impliqués et le niveau 2 représente les interactions de chaque gouvernement et des différentes forces politiques internes. Selon Putnam, on ne peut séparer la politique internationale (niveau 1) et domestique (niveau 2)<sup>4</sup>. Au niveau national, les groupes d'intérêt, les syndicats, les organisations à but non-lucratif et les électeurs poursuivent leurs intérêts privés en faisant pression sur le gouvernement pour qu'il adopte des politiques qui leur sont favorables. Dans une démocratie, des négociations internationales ne

---

<sup>3</sup> Francesco Fontemaggi & Jérôme Cartillier, « Trump se retire de l'accord nucléaire iranien et défie ses alliés », *La Presse*, 7 mai 2018 retiré le 14 mai 2018, <http://www.lapresse.ca/international/dossiers/nucleaire-iranien/201805/07/01-5174923-trump-se-retire-de-laccord-nucleaire-iranien-et-defie-ses-allies.php>.

<sup>4</sup> Corneliu Bjola & Ilan Manor (2018). « Revisiting Putnam's two-level game theory in the digital age : domestic digital diplomacy and the Iran nuclear deal », *Cambridge Review of International Affairs*, p. 4.

peuvent donc réussir que si elles sont acceptables à la fois pour le gouvernement et pour suffisamment de groupes d'intérêts nationaux.

Cette théorie s'applique à notre étude de cas, puisque dans une démocratie libérale, plusieurs groupes internes peuvent influencer la politique étrangère de leur gouvernement. C'est précisément ce qui s'est passé lors des négociations au sujet de l'accord sur le nucléaire iranien ; plusieurs lobbies ont cherché à influencer les membres du Congrès pour qu'ils rejettent l'accord. Le gouvernement de Barak Obama a donc dû jouer sur deux tableaux en tentant de satisfaire à la fois, ses alliés internationaux à la table de négociation et l'Iran, ainsi que les différentes forces internes telles que les membres du Congrès, les lobbies, les électeurs, etc.

## **Le rôle des groupes d'intérêt dans de la politique étrangère américaine**

### **Définition de « lobby »**

Avant de commencer notre revue de littérature, il importe de définir le concept de lobby. Dans notre recherche, nous utiliserons les termes lobby, groupe d'intérêt, groupe d'influence et groupe de pression de façon interchangeable. Selon Jim Cohen, le lobby « désigne une certaine catégorie d'organisation, ayant un statut légal précis, qui opère publiquement à Washington et se donne pour mission d'influencer les élus du Congrès et d'autres décideurs politiques<sup>5</sup> ». Connor McGrath, lui, définit l'activité de lobbying comme la transmission d'une communication, par quelqu'un d'autre qu'un citoyen agissant pour son propre compte, dirigée vers un décideur du gouvernement dans le

---

<sup>5</sup> Jim Cohen, (2004). « Le « lobby juif » aux États-Unis : contre les stéréotypes, la transparence », *Mouvements*, Vol. 34(33), p. 98.

but d'influencer sa décision<sup>6</sup>. De la même manière, Robert H. Trice considère les groupes d'intérêts comme des auxiliaires entre le gouvernement et le public, qui sont liés au processus décisionnel gouvernemental par des canaux de communication. Selon lui, c'est dans ces canaux de communication que se déroule le processus d'influence<sup>7</sup>.

Pour Anthony J. Nownes, trois éléments doivent être présents pour former un groupe d'intérêt : Premièrement, pour être un groupe d'intérêt, une organisation ne peut pas être formellement affiliée à un parti politique, deuxièmement, le groupe doit être organisé, cela signifie qu'il a un budget, des employés et un bureau (si son budget lui permet), troisièmement, l'organisation doit être engagée dans des activités à caractère politique, c'est-à-dire, le lobbying. Le lobbying, quant à lui, est défini comme une tentative d'influencer les décisions du gouvernement<sup>8</sup>.

Il est important de faire la distinction entre les lobbies et les partis politiques. Ils servent tous deux de canaux de communication entre les citoyens et leur gouvernement, mais ils sont très différents. Les partis politiques ont pour principal objectif de prendre le contrôle des institutions du gouvernement. De leur côté, les groupes de pression veulent seulement influencer certaines décisions du gouvernement<sup>9</sup>.

---

<sup>6</sup> Connor McGrath (2007). « Framming lobbying messages : defining and communicating political issues persuasively », *Journal of Public Affairs*, p. 273.

<sup>7</sup> Robert H. Trice (1978). « Foreign Policy Interest Groups, Mass Public Opinion and the Arab-Israeli Dispute », *The Western Political Quarterly*, Vol. 31(2), p. 238.

<sup>8</sup> Anthony J. Nownes. *Interest Groups in American Politics. Pressure and Power*, Deuxième édition, New York : Routledge, 2013, p.4.

<sup>9</sup> Bryson B. Morgan et Ronald J. Hrebenar, *Lobbying in America : A Reference Handbook*, ABC-CLIO Publisher, 2009, p.11.

Lanouar Ben Hafsa signale que le lobbying implique plus que de faire pression sur les membres du Congrès pour qu'ils adoptent une ligne de conduite spécifique. Le lobbying englobe un large éventail d'activités, y compris la mobilisation de l'opinion publique, les campagnes publicitaires, la tenue de conférences de presse, la sensibilisation dans les établissements scolaires, le recours à des procès auprès de tribunaux, la contribution aux campagnes électorales, les rencontres avec les représentants élus, etc.<sup>10</sup>

La littérature scientifique nous indique que les groupes d'intérêt ont deux grandes stratégies à leur disposition pour tenter d'influencer la formulation des politiques publiques : le lobbying direct et indirect. L'influence indirecte est exercée lorsqu'un groupe d'intérêt encourage les membres affiliés et le public général à s'engager eux-mêmes dans des activités politiques. Il peut prendre plusieurs formes telles que l'utilisation de coalitions, de référendums, les boycotts, les manifestations et le lobbying par des campagnes médiatiques<sup>11</sup>. L'influence directe se produit lorsqu'un groupe communique avec les législateurs et les administrateurs aux moyens de lettres, en comparaisant devant des comités législatifs, par des visites personnelles aux législateurs et aux administrateurs, etc.

### **L'impact des lobbies**

Dans leur livre, Bryson B. Morgan et Ronald J. Hrebenar affirment que les gens participent à la vie politique en tant qu'individus ou en tant que membres formels ou informels d'organisations. Les individus peuvent avoir un impact sur les décisions politiques par l'acte de voter ou peuvent affecter l'opinion publique par des moyens tels que la rédaction de lettres aux éditeurs de journaux

---

<sup>10</sup> Lanouar Ben Hafsa, (2014). « The Role of Arab American Advocacy Groups in Shaping American Foreign Policy », *Springer Sciences & Business Media*, Vol. 51, p. 515.

<sup>11</sup> Bryson B. Morgan et Ronald J. Hrebenar, *Op. Cit.*, p. 31.

ou de magazines. Mais, selon eux, la façon la plus efficace de faire entendre sa voix en politique consiste à se joindre à un groupe d'individus partageant les mêmes idées et à utiliser le pouvoir de leur groupe pour magnifier leurs voix politiques<sup>12</sup>. Dans le même ordre d'idées, d'après les recherches de Martin Gilens et de Benjamin I. Page, les élites économiques et les groupes organisés, tels que les groupes d'intérêt, ont des impacts significatifs sur le gouvernement américain, tandis que les citoyens ordinaires n'ont que peu ou pas d'influence<sup>13</sup>.

En effet, dans les démocraties modernes, influencer l'exercice du pouvoir nécessite de l'organisation, la capacité de mobiliser des ressources, de développer une expertise, etc. Toutes ces aptitudes relèvent de groupes organisés et non d'électeurs dispersés. Les politiciens ne font pas que vouloir plaire aux électeurs : ils veulent aussi répondre aux demandes des groupes d'intérêt qui les soutiennent. Il existe une dynamique d'échange : D'un côté, les groupes de pression se préoccupent des gouvernants car ils s'intéressent aux politiques qu'ils produisent, de l'autre, les politiciens se préoccupent des groupes d'intérêts car ils s'intéressent aux ressources qu'ils peuvent mobiliser et dont ils ont besoin. Effectivement, pour avoir du succès, les politiciens cultivent le soutien des groupes d'intérêts qui leurs apportent des ressources financières et politiques. Les partis politiques vont souvent préférer être réceptifs aux demandes des groupes d'intérêts même s'il y a risque de conflit avec les préférences des électeurs. Les lobbies disposent d'avantages organisationnels et de nombreux mécanismes pour influencer les gouvernants. Au cœur de la

---

<sup>12</sup> *Ibid.*, p.8.

<sup>13</sup> Martin Gilens et Benjamin I. Page, (2014). « Testing Theories of American Politics : Elites, Interests Groups and Average Citizens », *Perspectives on Politics*, vol. 12 (3), p.565.

gouvernance moderne, il existe une tension car les partis au gouvernement essaient de répondre aux intérêts opposés de leurs électeurs et ceux ces groupes de pression<sup>14</sup>.

La structure du système électoral américain et les longues courses à la direction du parti créent de grands besoins financiers pour les candidats<sup>15</sup>. De plus, les lois sur le financement politique sont beaucoup plus flexibles aux États-Unis ce qui fait que les groupes d'intérêts s'impliquent davantage dans le financement des campagnes électorales<sup>16</sup>. Par exemple, on estime que la campagne présidentielle de 2016 a coûté 6,5 milliards de dollars au total<sup>17</sup>. De plus, aux États-Unis, il y a une discipline partisane beaucoup moins forte qu'au Canada, les décisions des membres du pouvoir législatif sont autonomes et elles ne suivent pas nécessairement la ligne de conduite de leurs partis. Les députés ont donc beaucoup plus d'indépendance et sont à la merci de groupes d'influence<sup>18</sup>.

Bien que le lobbying soit soumis à des règles souvent complexes qui, si elles ne sont pas suivies, peuvent entraîner des sanctions, l'activité de lobbying a été interprétée par les tribunaux comme étant une liberté d'expression et un moyen d'adresser une pétition au gouvernement<sup>19</sup>, deux libertés qui sont protégées par le Premier amendement de la Constitution américaine.

---

<sup>14</sup> Jacob Hacker et Paul Pierson (2010). "Winner-take-all Politics: Public Policy, Political Organization and the Precipitous Rise of Top Incomes in the United States", 38:2, p.172.

<sup>15</sup> Jean-Pierre Lasalle (1995). « Les lobbies aux États-Unis : privatisation ou démocratisation du pouvoir? », *Revue française d'études américaines*, no. 63, p. 26.

<sup>16</sup> Christine Mahoney (2007). « Lobbying Success in the United States and the European Union », *Cambridge University Press*, Vol. 27 (1), p. 39.

<sup>17</sup> Christopher Ingraham. « Somebody just put a price tag on the 2016 election. Its a doozy .» *The Washington Post*, 14 avril 2017, consulté le 25 juin 2018, [https://www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2017/04/14/somebody-just-put-a-price-tag-on-the-2016-election-its-a-doozy/?utm\\_term=.5e133c586009](https://www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2017/04/14/somebody-just-put-a-price-tag-on-the-2016-election-its-a-doozy/?utm_term=.5e133c586009)

<sup>18</sup> Anthony J. Nownes, *Op. Cit.*, p. 32.

<sup>19</sup> Celia Belin. « La société civile organisée ». Dans *La politique étrangère des États-Unis*, révisé par Charles-Philippe David, p. 509. Paris : Presses de Sciences Po, 2015.

Depuis les années 1970, les activités de lobbying ont énormément augmenté aux États-Unis en termes du nombre de lobbyistes présents et de la taille des budgets de ces derniers. Ces activités sont devenues l'objet de nombreuses critiques de la gouvernance américaine. Par exemple, selon les auteurs Jeffrey Winters et Benjamin I. Page, les États-Unis sont devenus un État oligarchique<sup>20</sup> dans lequel l'exercice du pouvoir se fait par les citoyens les plus riches. Ils affirment que ces dernières années, les activités de lobbying se sont professionnalisées et sont devenues extrêmement coûteuses. Cela donne un grand avantage à ceux qui ont la capacité d'y investir de grosses sommes d'argent. Edward B. Arroyo ajoute que beaucoup ont l'impression que le lobbying est au fond affaire d'argent, que les grandes entreprises ont une influence excessive. De plus, « étant donné le coût croissant des campagnes de lobbying, il est de plus en plus vraisemblable que les pauvres ont de moins en moins de représentation et d'accès à ce processus des politiques<sup>21</sup> ».

Personne ne sait avec certitude combien de groupes d'intérêt il existe aux États-Unis. À Washington seulement, il y aurait entre 15 et 20 000 groupes d'intérêt<sup>22</sup>. En dehors de la capitale, dans les États et les municipalités, le nombre de groupes d'intérêts est probablement supérieur à 200 000. Il existe un consensus général parmi les experts selon lequel il existe aujourd'hui plus de groupes d'intérêt aux États-Unis qu'à tout autre moment de l'histoire américaine<sup>23</sup>. Bien que les groupes de pression aient toujours fait partie du paysage politique américain, la forte croissance des groupes d'intérêt est un phénomène propre au 20<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>20</sup> Jeffrey Winters and Benjamin I. Page (2009). « Oligarchy in the United States? », *Perspectives on Politics*, Vol. 7 (4), pp. 731-751.

<sup>21</sup> Edward B. Arroyo (2004). « Les lobbies dans la démocratie », *Revue Projet*, Vol. 2 (279), p. 64.

<sup>22</sup> Anthony J. Nownes, *Op. Cit.*, p. 24

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 24.

## **Les lobbies et la politique étrangère américaine :**

Pour le chercheur Lanouar Ben Hafsa, l'étude de la politique étrangère américaine est très complexe et nécessite l'analyse de l'interaction de nombreux facteurs : politiques, économiques, militaires et idéologiques. Il est impératif d'analyser d'abord le contexte politique interne des États-Unis, qui façonne les contours de sa politique extérieure et qui a un effet sur ses orientations<sup>24</sup>. D'après lui, les groupes d'intérêts ont une influence notable sur la politique étrangère américaine. Un grand nombre de chercheurs se sont penchés sur l'impact des lobbies dans la politique étrangère américaine. Parmi eux, Robert H. Trice mentionne que les facteurs internes agissant sur la politique étrangère sont largement reconnus et comprennent les groupes d'intérêt, l'opinion publique et les médias écrits et de radiodiffusion. Beaucoup considèrent que ces éléments non-gouvernementaux ont un impact significatif sur les activités du gouvernement en matière de politique étrangère<sup>25</sup>.

D'après Thomas Ambrosio, un groupe d'intérêt « ethnique » est un groupe de pression établi par un groupe ethnique selon des critères culturels, ethniques, religieux ou raciaux afin d'influencer directement ou indirectement la politique étrangère de son pays de résidence afin d'appuyer son pays d'origine ou un pays auquel il s'identifie politiquement<sup>26</sup>. La question de savoir si le lobby israélien est un lobby ethnique est sujet à débat, nous en discuterons plus loin; cependant, plusieurs auteurs dont James McCormic et David Howard Goldberg, le considèrent comme tel. Dans son texte « Ethnic Interest Groups and American Foreign Policy, a Growing Influence? », James McCormic soutient que les « groupes d'intérêts ethniques » peuvent avoir un impact significatif sur la politique américaine au-delà de leur pays d'origine. Il explique que lobby juif, le lobby

---

<sup>24</sup> Lanouar Ben Hafsa, *Op. Cit.*, p. 513.

<sup>25</sup> Robert H. Trice, *Op. Cit.*, p. 238.

<sup>26</sup> Thomas Ambrosio. *Ethnic Identity Groups and U.S. Foreign Policy*, Greenwood Publishing Group, 2002, 240 p.

cubain, le lobby grec et, plus récemment, le lobby indien ont tous eu un impact important sur la politique étrangère américaine<sup>27</sup>. Cependant, l'impact de chaque organisation varie selon différents facteurs.

Salah Oueslati, pour sa part, explique que des forces extérieures au gouvernement compliquent le processus de la politique étrangère américaine. Ces forces incluent l'opinion publique, les médias, les institutions religieuses, les syndicats, les lobbies, les groupes ethniques etc. L'auteur indique qu'au cours des dernières décennies, un nombre important d'études ont porté sur l'influence croissante des « groupes ethniques » dans le processus d'élaboration de la politique étrangère américaine. Les analystes sont divisés non seulement sur l'impact réel d'une telle implication, mais encore plus sur la façon dont la participation des groupes ethniques affecte les intérêts nationaux et stratégiques américains<sup>28</sup>.

Certains groupes de pression ethniques ont plus d'influence sur la politique étrangère américaine que d'autres. Cette efficacité est principalement due à un certain nombre de caractéristiques organisationnelles telles que la taille de la communauté ethnique et de l'organisation, la répartition des membres dans certains districts, les ressources financières, le niveau d'implication politique du groupe et la qualité de la direction et du personnel sont fondamentales afin de déterminer le pouvoir d'un groupe<sup>29</sup>. Le type d'enjeu et la capacité du lobby à transmettre son message aux décideurs politiques et à ses partisans sont également des facteurs importants agissant sur son degré

---

<sup>27</sup> James M. McCormic. « Ethnic Interest Groups and American Foreign Policy, a Growing Influence? ». Dans *Interest Group Politics*, révisé par Allan C. Jigler et Burdett A. Loomis, Washington DC: CQ Press, 2012, p.337.

<sup>28</sup> Salah Oueslati (2014). « U.S. Foreign Policy and the Complex Factors in the Decision-Making Process », *Springer Science & Business Media*, vol. 51, p. 476.

<sup>29</sup> Bryson B. Morgan et Ronald J. Hrebenar, *Op. cit.*, p.15.

d'influence politique. McCormic mentionne que les groupes de pression qui cherchent à changer une politique étrangère américaine de façon importante ont souvent plus de difficultés que les groupes de pression qui cherchent à renforcer une politique actuelle ou à maintenir le statu quo<sup>30</sup>.

## **Le lobby pro-Israël**

Stephen Walt et John Mearsheimer définissent le lobby israélien comme une coalition souple d'individus et d'organisations qui travaillent activement pour façonner la politique étrangère des États-Unis afin de soutenir l'État d'Israël<sup>31</sup>. Mearsheimer et Walt précisent que ce ne sont pas tous les Juifs qui soutiennent l'État d'Israël et qui sont actifs dans la politique américaine. C'est pourquoi, dans notre recherche, nous appellerons ce lobby le « lobby israélien » ou le « lobby pro-Israël » et nous laisserons de côté des appellations telles que « lobby juif ». Pierre Guerlain ajoute que ce ne sont pas tous les Juifs qui soutiennent le lobby israélien et que beaucoup de ses membres sont en fait des chrétiens évangéliques<sup>32</sup>. Pour ce dernier, ce qui distingue le lobby israélien n'est ni la religion, ni l'ethnie mais l'idéologie politique. Dov Waxman ajoute que ce qui définit les groupes pro-israéliens n'est pas leur position sur des sujets spécifiques mais leur attitude envers l'État d'Israël lui-même. Un engagement indéfectible à la survie d'Israël en tant qu'État juif est fondamentalement ce qui distingue les groupes pro-israéliens des autres organisations<sup>33</sup>.

Un ouvrage incontournable, lorsque l'on parle du lobby israélien aux États-Unis, est le livre écrit par John Mearsheimer et Stephen Walt. En 2006, les deux auteurs ont publié un article intitulé

---

<sup>30</sup> James M. McCormic, *Op. Cit*, p. 338.

<sup>31</sup> John J. Mearsheimer & Stephen M. Walt, (2006). « The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy », *Middle East Policy*, Vol. 13 (3), p. 40.

<sup>32</sup> Pierre Guerlain, (2011). « The Israel lobby, American democracy and foreign perceptions of the USA », *Journal of Public Affairs*, vol.11 (4), p.373.

<sup>33</sup> Dov Waxman. « The Pro-Israel Lobby in the United States. Past, Present, and future ». Dans *Israel and the United States*, révisé par Robert O. Freedman, Boulder : Westview Press, 2012, p. 80.

« The Israel Lobby » dans the *London Review of Books*. Cet article a fait l'objet, à la fois d'éloges et de virulentes critiques. L'année suivante, l'article a évolué en un livre appelé « The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy ». L'ouvrage a, lui aussi, fait l'objet d'une vive controverse. L'argument principal qu'avancent Walt et Mearsheimer est que la politique américaine au Moyen-Orient est principalement due à des facteurs internes, et en particulier aux activités du lobby israélien<sup>34</sup>. Les auteurs affirment que le support indéfectible des États-Unis envers Israël va à l'encontre de l'intérêt national américain. Ils soutiennent que bien qu'Israël ait pu être un atout stratégique durant la Guerre froide, il est devenu un handicap stratégique pour les États-Unis. Les auteurs croient que les États-Unis devraient mettre fin à leur soutien inconditionnel à Israël et, plus généralement, revenir à la « grande stratégie<sup>35</sup> » traditionnelle de la politique américaine au Moyen-Orient : « Their argument is that securing oil and good relations with the Arab world should be the primary US goal in the Middle East and that American association with and strong support for Israel impede this aim<sup>36</sup> ».

Pour Mearsheimer et Walt, le lobby israélien ne se limite pas à AIPAC (l'American-Israel Public Affairs Committee), bien qu'ils mentionnent que cette organisation soit la plus puissante. Le lobby pro-israélien est une coalition souple d'organisations judéo-américaines, de groupes de surveillance « watchdog », de groupes d'experts, de chrétiens évangéliques, de journalistes sympathisants et d'universitaires néo-conservateurs.

---

<sup>34</sup> John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt. *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*. Paris : La Découverte, 2007, 504 p.

<sup>35</sup> Jerome Slater (2009). « The two Books of Mearsheimer and Walt », *Security Studies*, Vol. 18 (4), p. 52.

<sup>36</sup> David Makovsky. « The United States and the Arab-Israeli Conflict from 1945 to 2000 : Why the arabist are wrong ». Dans *Israel and the United States*, révisé par Robert O. Freedman, Boulder : Westview Press, 2012, p.23.

André Kaspi s'oppose fermement aux positions de Walt et Mearsheimer. Dans son article « Les États-Unis et Israël sous la présidence de Georges W. Bush », ce dernier examine quatre des allégations de Mearsheimer et Walt et propose des contre-arguments. Premièrement, au sujet du pouvoir attribué au lobby, Kaspi affirme qu'il faut avoir un jugement nuancé sur l'action du groupe de pression auprès des pouvoirs publics. Il énumère quelques-unes des défaites de l'AIPAC; par exemple, aucun président (avant l'arrivée au pouvoir de Donald Trump) n'a autorisé le transfert de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem comme le lobby le souhaiterait, et les Américains continuent de vendre des armes à certains États arabes malgré l'opposition du lobby. Deuxièmement, Mearsheimer et Walt attestent que c'est à cause du lobby que les États-Unis versent autant d'aide financière à Israël. Kaspi affirme que seulement une petite part de l'aide américaine reste en Israël. La grande partie sert à financer l'importation de produits américains par Israël. Kaspi atteste que chaque dollar envoyé en Israël crée des milliers d'emplois aux États-Unis<sup>37</sup>. De plus, l'aide financière coûte beaucoup moins cher que l'alternative d'envoyer des troupes en Israël (comme c'est le cas en Corée du Sud). André Kaspi conclue que l'aide financière n'est ni gratuite ni désintéressée. Troisièmement, selon Kaspi, la coopération militaire entre les deux pays sert l'intérêt national des États-Unis. Les services de renseignement israéliens apportent une grande aide aux services américains, de plus, les deux pays se livrent à des exercices communs dans lesquels ils collaborent et échangent de l'information. Quatrièmement, Walt et Mearsheimer clament que l'AIPAC manipule les médias en déformant l'information et en empêchant toute discussion qui ne serait pas favorable à Israël. Pour Kaspi, l'argument n'est pas convaincant : la population et les élus ont toujours leur liberté de pensée. Les sondages d'opinion montrent que près des deux tiers des Américains manifestent leurs sympathies pour Israël et que cela n'a pas

---

<sup>37</sup> André Kaspi, (2008). « Les États-Unis et Israël sous la présidence de George W. Bush », *Presses de Sciences Po*, vol. 1 (97), p. 60.

changé depuis quarante ans. En somme, d'après Kaspi, les relations entre les États-Unis et Israël découlent d'une réalité beaucoup plus complexe que la seule influence du lobby.

L'universitaire Noam Chomsky est aussi parmi ceux qui ont critiqué l'ouvrage de Mearsheimer et Walt. Chomsky atteste que les auteurs ont pris une position courageuse et déclare que la plupart des critiques contre les auteurs étaient exagérées. Cependant, il affirme qu'il n'a pas trouvé la thèse de l'article très convaincante. D'après Chomsky, la relation spéciale qu'entretiennent les États-Unis avec Israël vient surtout du rôle de l'État hébreu dans la planification stratégique des États-Unis et non d'un lobby pro-israélien<sup>38</sup>.

De son côté, Dov Waxman clame que le lobby pro-israélien aux États-Unis n'est ni tout-puissant ni insignifiant<sup>39</sup>. Bien qu'il ne soit qu'un facteur parmi d'autres influençant la politique américaine envers Israël, les Palestiniens et le Moyen-Orient, il peut parfois être important, en particulier sur certaines questions, notamment l'aide étrangère américaine à Israël. En effet, si le lobbying interne n'était pas pertinent dans la formation de la politique américaine envers Israël et le Moyen-Orient, le lobby pro-israélien n'aurait aucune raison d'exister. La viabilité des groupes de pression pro-israéliens démontre leur utilité. Ils ne contrôlent pas la politique étrangère américaine, mais ils font parfois la différence<sup>40</sup>.

## **Contexte :**

---

<sup>38</sup> Noam Chomsky, (1991). « After the Cold War : U. S. Foreign Policy in the Middle East », *Cultural Critique*, no. 19, p. 22.

<sup>39</sup> Dov Waxman, *Op. Cit.*, p. 79.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 80.

## La relation entre les États-Unis et Israël

Avant la Deuxième Guerre mondiale, les relations diplomatiques entre les États-Unis et le Moyen-Orient étaient limitées et les puissances européennes occupaient une place prépondérante dans la région. Les États-Unis ont émergé de la Seconde Guerre mondiale en tant que puissance mondiale jouissant d'une richesse économique et d'une influence culturelle inégalées. Le président Truman a été le premier dirigeant étranger à reconnaître le nouvel État d'Israël en 1948. Certains auteurs comme Noam Chomsky affirment que la décision de Truman de soutenir Israël viendrait de la victoire de l'État hébreux lors de la première Guerre israélo-arabe; les États-Unis auraient alors perçu Israël comme un atout stratégique pouvant protéger les intérêts américains dans la région<sup>41</sup>. La Guerre des six jours, en 1967, confirme tant à l'administration Johnson qu'à l'établissement militaire américain qu'Israël peut être un atout stratégique<sup>42</sup>. « C'est à partir de 1967, et surtout à partir de 1973, que l'aide financière américaine à Israël se place dans une catégorie à part : environ six cent millions de dollars annuels sous Johnson, plus de deux milliards ainsi que des fournitures d'armes sous Nixon<sup>43</sup> ». La relation entre les États-Unis et Israël continuera de se consolider tout au long de la Guerre froide, les États-Unis voyant ce dernier comme un rempart contre l'influence du communisme dans la région.

Contrairement aux attentes de déclin avec la fin de la guerre froide, la relation entre les deux pays s'est encore approfondie et a évolué dans le sens d'une coopération étroite, sur toute une série de questions stratégiques, par exemple, la mise en commun du renseignement dans la lutte contre le terrorisme<sup>44</sup> sous la présidence de Georges W. Bush. L'aide financière à Israël atteint aujourd'hui

---

<sup>41</sup> Noam Chomsky, *Op. Cit.*, p. 23.

<sup>42</sup> Eran Lerman (2004). « États-Unis-Israël : Une relation vraiment très spéciale », *Outre-terre*, vol. 4 (9), p.314.

<sup>43</sup> Jim Cohen, *Op. Cit.*, p. 102.

<sup>44</sup> Eran Lerman, *Op. Cit.*, p.312.

3.8 milliards de dollars US. En plus de l'aide financière et militaire, les États-Unis apportent également un soutien politique à Israël<sup>45</sup>. Les États-Unis ont activement empêché le Conseil de sécurité d'adopter des résolutions condamnant la colonisation d'Israël de Jérusalem-Est, demandant le retrait des forces israéliennes de Gaza, jugeant illégale la construction d'un mur de sécurité en Cisjordanie etc.

Selon Eran Lerman, « c'est l'interaction entre ces trois facteurs : coopération stratégique, affinités morales et pouvoir des Juifs, qui a conféré son efficacité et sa résistance à la relation inégale entre l'hyperpuissance et le petit État installé sur les rivages de la Méditerranée<sup>46</sup> ». Dans le même ordre d'idées, Saltzman affirme que quatre éléments clés ont contribué au développement de la relation spéciale entre Israël et les États-Unis: des intérêts stratégiques, le lobby pro-israélien, les valeurs communes et un récit historique commun basé sur la tradition judéo-chrétienne<sup>47</sup>. Toujours selon l'auteur, alors que des intérêts stratégiques ont incité le premier mariage de convenance israélo-américain, l'existence d'acteurs pro-israéliens collectivement nommés le «lobby israélien» a renforcé la relation au-delà de la simple défense des intérêts nationaux américains<sup>48</sup>. En plus de générer la solidarité du public avec Israël, le lobby pro-israélien a fait en sorte que la Maison Blanche protège Israël et plaide en son nom dans les instances internationales telles qu'au Conseil de sécurité de l'ONU.

À l'inverse, Jerome Slater croit que le lobby aurait peu de pouvoir si ce n'était des valeurs, des idéologies et des perceptions sous-jacentes envers l'État d'Israël, partagées par le public et les

---

<sup>45</sup> Sahar Okhovat (2011). « The United Nations Security Council : Its Veto Power and Its Reform », *CPACS Working Paper* vol. 15(1), p. 13.

<sup>46</sup> Eran Lerman, *Op. Cit.*, p.312.

<sup>47</sup> Ilai Saltzman (2017). "Not so Special Relationship?: US Israel Relations During Barak Obama's Presidency", *Israel Studies*, vol. 22(1), p. 51.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 58.

membres du gouvernement. Selon lui, le soutien américain à Israël, de 1948 à aujourd'hui, est le résultat de la convergence d'un large éventail de facteurs, incluant l'existence d'un fort lobby pro-israélien, mais ce n'est pas l'élément le plus important<sup>49</sup>.

## **Recension des lobbies pro-israéliens aux États-Unis**

Tel que mentionné précédemment, le lobby israélien à Washington constitue un réseau d'organisations et de groupes communautaires dédiés à influencer la politique américaine concernant le Moyen-Orient. Le lobby pro-Israël est fragmenté et divisé intérieurement par des désaccords sur ce qu'est le meilleur intérêt d'Israël et sur le rôle que les américains devraient jouer pour soutenir l'État hébreux. Dov Waxman affirme qu'il existe trois lobbies pro-israéliens : un lobby centriste, un lobby de gauche et un lobby de droite<sup>50</sup>. Le lobby centriste est composé de plusieurs des groupes d'intérêts pro-israéliens les plus organisés et les mieux connus : AIPAC, the American Jewish Committee, the Anti-Defamation League, the President Conference of Major American Jewish Organizations etc. Le lobby centriste repose sur la conviction que la meilleure façon d'avoir de l'influence est de présenter un front uni devant le Congrès et la Maison Blanche. Par conséquent, le lobby centriste essaie d'éviter de prendre des positions fermes sur des questions délicates et polarisantes. Le lobby centriste soutient généralement le gouvernement israélien du moment. La plus grande différence entre le lobby centriste et les lobbies de gauche et de droite est que ces deux derniers sont beaucoup plus enclins à critiquer et à contester les

---

<sup>49</sup> Jerome Slater, *Op. Cit.*, p. 56.

<sup>50</sup> Dov Waxman (2010). « The Israel Lobbies : A Survey of the Pro-Israel community in the United States, *Israel Studies*, Vol. 25 (1), p. 10.

politiques officielles des gouvernements israéliens. Les groupes de pression de gauche et de droite ont des opinions très arrêtées.

Le lobby de gauche est composé de groupes qui favorisent la diplomatie, les négociations et les concessions à l'utilisation de la force militaire, tels que Ameinu, Americans for Peace Now, Jewish Peace Lobby, J Street etc<sup>51</sup>. Le lobby de gauche s'oppose à l'occupation israélienne de la Cisjordanie, favorise la division de Jérusalem et soutient fermement la création d'un État palestinien<sup>52</sup>. Il souhaite que les États-Unis jouent un rôle de premier plan dans ce dossier, même si cela signifie faire pression sur Israël<sup>53</sup>.

Le lobby de droite, quant à lui, inclue The Americans for a Safe Israel, the Americans Friends of Likud, Fuel for Truth, The Israel Project, The Zionist Organization of America, etc. Par opposition au lobby de gauche, il est sceptique sur la valeur de la diplomatie et des négociations, et opposé aux concessions israéliennes à ses ennemis. Il accepte l'utilisation de la force militaire, appuie le contrôle israélien de la Cisjordanie et s'oppose à une division de Jérusalem et à l'établissement d'un État palestinien.

Par conséquent, comme la communauté pro-israélienne aux États-Unis est très fragmentée<sup>54</sup>. Les différents lobbies pro-israéliens ne sont pas égaux. Ils varient considérablement en taille, en budget et en influence politique. Le lobby centriste a toujours dominé les groupes d'intérêts pro-israéliens

---

<sup>51</sup> John Newhouse (2009). « Diplomacy Inc. : The Influence of Lobbies on U.S. Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 88 (3), p. 80.

<sup>52</sup> James Traub. « The New Israel Lobby ». *The New York Times*, 9 septembre 2009, consulté le 26 juin 2018, <https://www.nytimes.com/2009/09/13/magazine/13JStreet-t.html>.

<sup>53</sup> Pauline Peretz (2010). « J Street, nouvel acteur de la politique américaine au Proche-Orient? », *Politique américaine*, Vol.3 (8), p. 104.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 10.

aux États-Unis. Parmi eux, L'American-Israel Public Affairs Committee (AIPAC) est le lobby le plus important, le plus riche et le plus influent. AIPAC a été fondé en 1951 par Isaiah L. Kenen, un activiste sioniste. Au début des années 1980, AIPAC a commencé sa transformation en une grande organisation de lobbying lorsque Thomas Dine en est devenu le directeur exécutif. Dans les années 1990, sous sa direction, l'AIPAC est devenue une association importante. Aujourd'hui, le groupe de pression a un budget de près de 20 millions de dollars<sup>55</sup>, a 10 bureaux à travers le pays et 300 employés, dont la moitié travaille dans son grand siège de Washington DC. Le personnel d'AIPAC est professionnel et expérimenté, l'organisation dispose également d'un vaste réseau national de militants non rémunérés<sup>56</sup>. AIPAC est surtout influent auprès du Congrès américain. Mearsheimer et Walt mentionnent, qu'en 1977, Fortune Magazine a demandé aux membres du Congrès d'énumérer les lobbies les plus puissants de Washington. AIPAC a été classé deuxième derrière l'Association américaine des retraités (AARP), mais devant des lobbies importants comme le National Rifle Association (NRA)<sup>57</sup>.

D'après plusieurs auteurs, le lobby pro-Israël, et AIPAC en particulier, a eu un impact la conduite de la politique étrangère américaine envers Israël et le Moyen-Orient au fil des ans<sup>58</sup>. Au cours des dernières décennies, le niveau de soutien du Congrès à Israël a rarement fléchi et a atteint des niveaux très élevés au sein des partis politiques. L'un des meilleurs indicateurs du soutien du Congrès et du succès politique d'AIPAC auprès de celui-ci, est le fait qu'Israël est le pays qui a reçu le plus d'aide étrangère au cours des trois dernières décennies, soit environ 3 milliards par an. Jim Cohen ajoute que « l'importante activité de lobbying de deux organisations, l'American Israel

---

<sup>55</sup> Jim Cohen, *Op. Cit.*, p. 601.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>57</sup> John J. Mearsheimer & Stephen M. Walt, *Op. Cit.*, p. 40.

<sup>58</sup> James M. McCormic, *Op. Cit.*, p. 321.

Public Affairs Committee (AIPAC) et la Conference of Presidents of Major Jewish Organizations (Presidents Conference), a joué un rôle déterminant dans la définition et l'évolution des liens entre les États-Unis et Israël<sup>59</sup> ».

Une partie de l'efficacité du lobby israélien vient du fait que l'opinion populaire, aux États-Unis, est en faveur d'un soutien à Israël. Une partie des Américains perçoivent Israël comme une démocratie pluraliste. De plus, selon Frédéric Encel, depuis les années 1970-1980, la forte montée en nombre de croyants et en puissance des Églises évangéliques aux États-Unis et dans le monde s'exprime par une consolidation de l'appui à Israël<sup>60</sup>. Pour eux, le territoire de la Palestine appartient, de droit divin, à l'État d'Israël. « Ils soutiennent l'État d'Israël avec plus de force, plus de constance, plus d'intransigeance que les Juifs eux-mêmes<sup>61</sup> ».

## **Le triangle : États-Unis, Israël et Iran**

La relation entre les États-Unis et l'Iran n'a pas toujours été hostile. Après la Deuxième guerre mondiale les pays étaient de proches partenaires. En 1953, les agences de renseignement américaines et britanniques ont orchestré un coup d'État pour renverser le Premier ministre iranien démocratiquement élu, Mohammad Mossadeq. Ce dernier avait cherché à nationaliser l'industrie pétrolière iranienne<sup>62</sup>. Il est remplacé par le général General Fazlollah Zahedi un allié des Américains. Pendant 25 ans, les États-Unis exerceront leur influence sur l'Iran, ignorant la corruption et l'autoritarisme du Shah. Aussi longtemps que le Shah était prêt à accueillir les

---

<sup>59</sup> Jim Cohen, *Op. Cit.*, p. 98.

<sup>60</sup> Frédéric Encel (2005). « Le sionisme chrétien : Paroles de romantiques, épées de combattant, influence d'évangélistes », *La Découverte*, Vol. 4 (119), p. 41.

<sup>61</sup> André Kaspi, *Op. Cit.*, p. 58.

<sup>62</sup> BBC News. « US-Iran relations : A brief guide ». *BBC News*, 24 novembre 2014, consulté le 11 juin 2018, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-24316661> .

entreprises américaines, soutenait des politiques anti-communistes et achetait des armes américaines coûteuses, les États-Unis étaient prêts à ignorer des réalités désagréables<sup>63</sup>.

En février 1979, après des mois de manifestations et de grèves par des opposants laïcs et religieux, le gouvernement du Shah Mohammed Reza Pahlevi s'est effondré et ce dernier a été forcé de quitter le pays. Deux semaines plus tard, le dirigeant religieux islamique, l'ayatollah Khomeini, est revenu d'exil. Suite à un référendum, la République islamique d'Iran a été proclamée le 1er avril. À ce moment, les relations entre les Américains et l'Iran sont déjà fragiles, mais en octobre 1979, le président Carter accepte d'accueillir, en sol américain, le Shah destitué pour un traitement de son cancer. Suite à cet événement, un groupe d'étudiants iraniens a envahi l'ambassade américaine à Téhéran, capturé les membres du personnel américain et annoncé qu'il les tenait en otage contre le retour du Shah. Les 52 otages ont été finalement libérés après 444 jours de captivité.

Les sanctions ont été l'un des principaux outils des États-Unis pour faire face à l'Iran depuis le renversement du Shah. Dès 1979, le Président Carter a imposé une série de sanctions économiques contre Téhéran en réponse à la prise d'otage. Les sanctions se sont étendues sous le gouvernement de Clinton. Le décret exécutif numéro 12957 a interdit toute participation des compagnies américaines dans l'industrie pétrolière iranienne, le décret exécutif 12959 a élargi les sanctions pour inclure toute activité de commerce et d'investissement. En 1996, le Congrès a adopté *The Iran and Libya Sanctions Act (ILSA)* un acte qui étend les sanctions américaines à toute compagnie étrangère. La loi impose des sanctions à toute personne ou compagnie faisant des investissements

---

<sup>63</sup> John W. Limbert (2013). « Iran and the U.S. : three decades of futility », *Foreign Policy Association*, p. 76.

ayant pour conséquence d'aider l'Iran et la Libye à développer leurs ressources pétrolières<sup>64</sup>. Les présidents Bush et Obama ont continué d'imposer des sanctions contre l'Iran dans le but d'isoler le pays économiquement. Par ces moyens, les États-Unis espéraient faire obstruction aux relations de l'Iran avec les marchés internationaux et démanteler les moyens par lesquels le pays effectue des transactions économiques<sup>65</sup>. Ces sanctions ont eu un impact important sur l'économie iranienne, contribuant à un niveau élevé d'inflation et de chômage. Le secteur pétrolier et énergétique souffre d'un sous-investissement massif, entraînant un déficit d'au moins deux millions de barils par jour par rapport à la production d'avant 1979<sup>66</sup>.

Selon Paul R. Pillar, l'Iran occupe une grande portion du discours sur la politique étrangère américaine. Cependant, la République islamique, tant sur le plan des capacités que des intentions, ne met pas les intérêts américains en danger à un degré qui correspond à l'attention intense que le pays reçoit dans le débat américain. Selon l'auteur, un des facteurs qui explique l'attitude américaine actuelle vis-à-vis de l'Iran est la position du gouvernement d'Israël. En effet, ce dernier joue un rôle important dans la politique aux États-Unis<sup>67</sup>. Tout rapprochement entre l'Iran et les États-Unis menacerait d'affaiblir la prétention d'Israël d'être le seul partenaire fiable de Washington au Moyen-Orient.

Jean-Loup Samaan ajoute qu'on ne peut comprendre la politique des États-Unis envers l'Iran sans

---

<sup>64</sup> Hossein Alikhani (2000). « The Power of the Lobby : Aipac and US Sanctions against Iran », *Global Dialogue*, vol. 2 (3), p. 45.

<sup>65</sup> Anthony H. Cordesman, Bryan Gold & Chloe Coughlin-Schulte. *Iran – Sanctions, Energy, Arms Control and Regime Change*. Washington DC : CSIS : Centre for Strategic and International Studies, 2014, p. 38.

<sup>66</sup> Thomas Juneau. "Iran is cutting its losses with a Nuclear Deal", *War on the Rocks*, 2015, consulté le 1er juin 2018 <https://warontherocks.com/2015/07/iran-is-cutting-its-losses-with-a-nuclear-deal/?singlepage=1>

<sup>67</sup> Paul R. Pillar, *Op. Cit.*, pp. 365-385.

la mettre en perspective avec la relation israélo-américaine, et *vice-versa*<sup>68</sup>. « Si les médias font aujourd'hui de la rivalité entre Israël et l'Iran une hostilité quasi-ancestrale, celle-ci ne voit véritablement le jour qu'à partir des années quatre-vingts, avec la mise en place du régime islamique de l'Ayatollah Khomeiny<sup>69</sup> ». La révolution islamique iranienne a conduit à une rupture des relations diplomatiques entre l'État juif et Téhéran. Quand Ahmadinejad est devenu président de l'Iran en 2005, il a commencé à répéter les déclarations de Khomeini selon lesquelles Israël devrait être effacé de la page du temps. Dans un tel contexte, il est devenu presque impossible pour les États-Unis - en tant que fervents partisans d'Israël - de considérer ses relations avec l'Iran comme une question strictement bilatérale. L'hostilité israélo-iranienne a fini par influencer la politique américaine et la prise de décision envers les deux pays<sup>70</sup>.

## **Le dossier du nucléaire iranien**

Le programme nucléaire iranien a une longue histoire, qui commence par la coopération nucléaire civile iranienne-américaine à une époque où l'Iran était gouverné par le shah et était un proche allié des États-Unis<sup>71</sup>. Au cours de la Guerre froide, les États-Unis, inquiets de l'influence soviétique dans la région, étaient enthousiastes à l'idée d'augmenter le rôle stratégique de l'Iran<sup>72</sup>. « Les États-Unis et l'Iran ont signé un accord de coopération civile nucléaire en 1957. L'Iran a signé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 1968. Ce traité régleme les activités des pays qui souhaitent utiliser l'énergie nucléaire de façon pacifique. En 1974, l'Iran a signé un accord de garanties avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), plaçant

---

<sup>68</sup> Jean-Loup Samaan, *Op. Cit.*, p. 69.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>70</sup> John W. Limbert, *Op. Cit.*, p. 80.

<sup>71</sup> Robert J. Reardon. *Containing Iran*, Pittsburgh : Rand Corporation, 2012, p. 10.

<sup>72</sup> Penelope Kinch. *The US-Iran Relationship. The Impact of Political Identity on Foreign Policy*. London : I. B. Taurus, 2016, p. 139.

toutes les installations nucléaires du pays sous le régime d'inspection et de surveillance de l'AIEA<sup>73</sup>. La révolution iranienne a signifié un recul pour le programme nucléaire du pays. Malgré ces revers, le programme nucléaire du pays n'a pas été abandonné, et, au cours des années 1980, plusieurs mesures importantes ont été prises pour le faire progresser.

La problématique sur le nucléaire iranien ne débute réellement qu'en août 2002, lorsqu'un groupe de dissidents iraniens révèle l'existence de deux usines iraniennes de production d'uranium enrichi et d'eau lourde à Natanz et à Arak<sup>74</sup>. Suivant ces allégations, l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) confirme, en février 2003, les soupçons qui pèsent sur ce programme clandestin conduit par le régime de Téhéran depuis une vingtaine d'années.

Entre 2003 et 2013, plusieurs tentatives de négocier un accord sur le nucléaire avec l'Iran ont eu lieu, mais toutes ont échoué<sup>75</sup>, notamment à cause des positions antagoniques des partis. La communauté internationale n'est pas convaincue que le programme nucléaire iranien soit entièrement pacifique. Pour Israël, le fait que l'Iran cherche à se munir de l'arme nucléaire représente une menace existentielle. Téhéran a en effet déclaré à plusieurs reprises sa volonté de faire disparaître l'État hébreux<sup>76</sup>. Il existe des craintes selon lesquelles si Téhéran était doté de l'arme nucléaire, il agirait de manière plus belliqueuse dans la région et fournirait au Hezbollah et aux militants palestiniens des armes plus sophistiquées<sup>77</sup>. L'agitation israélienne au sujet de l'Iran

---

<sup>73</sup> Robert J. Reardon, *Op. Cit.*, p. 10.

<sup>74</sup> Jean-Loup Samaan, *Op. Cit.*, p 75.

<sup>75</sup> Shreeya Sinha & Susan Campbell Beachy. « Timeline on Iran's Nuclear Program ». *The New York Times*, 2 avril 2015, consulté le 11 juin 2018, [https://www.nytimes.com/interactive/2014/11/20/world/middleeast/iran-nuclear-timeline.html/#time243\\_10809](https://www.nytimes.com/interactive/2014/11/20/world/middleeast/iran-nuclear-timeline.html/#time243_10809) .

<sup>76</sup> Yakov M. Rabkin (2008). « La campagne contre l'Iran : le lobby sioniste et l'opinion juive », *Revue internationale et stratégique*, Vol. 2 (70), pp. 195-208.

<sup>77</sup> Penelope Kinch, *Op. Cit.*, p. 179.

et de son programme nucléaire a eu un grand impact sur la gestion américaine de la question, en raison du rôle extraordinaire que les inclinaisons du gouvernement israélien jouent dans la politique américaine<sup>78</sup>. Aux États-Unis, la question de l'Iran est devenue un moyen pour les politiciens américains de démontrer leur soutien à Israël. Le lobby AIPAC a d'ailleurs été à l'avant-plan de la campagne de la communauté pro-israélienne pour imposer des sanctions sévères envers l'Iran<sup>79</sup> et a fait pression à la fois l'administration Obama et le Congrès afin qu'il menace la République islamique de frappes militaires si elle franchissait un certain seuil<sup>80</sup>.

## **The Joint Comprehensive Plan of Action**

En 2008, peu après son arrivée au pouvoir, le Président Obama a signalé sa volonté de poursuivre une stratégie d'engagement avec l'Iran. Il a exprimé sa préférence envers la diplomatie et le compromis. « En effet, à la suite des interventions américaines en Afghanistan (depuis 2001) et en Irak (depuis 2003), il apparaît au nouveau Président américain que l'usage de la force ne permet pas de régler des questions politiques<sup>81</sup> ». Bien que des discussions aient eu lieu entre les États du P5 + 1 et l'Iran à la fin de 2010 et au début de 2011, elles n'ont donné aucun résultat positif, entre autres, car l'Iran exigeait que toutes les sanctions économiques soient levées comme condition préalable à des négociations<sup>82</sup>, les États du P5+1, quant à eux, demandaient que l'Iran cesse toute activité d'enrichissement d'uranium.

---

<sup>78</sup> Paul R. Pillar, *Op. Cit.*, p. 378.

<sup>79</sup> James M. McCormic, *Op. Cit.*, p. 321.

<sup>80</sup> Robert Wright. « AIPAC and the Push Toward War ». *The Atlantic*, 21 février 2012, consulté le 27 juin 2018, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2012/02/aipac-and-the-push-toward-war/253358/>.

<sup>81</sup> Clément Therme (2015). « L'Iran et les États-Unis après l'accord sur le nucléaire : paix froide ou réconciliation? », *Confluences Méditerranée*, Vol. 3 (94), p. 108.

<sup>82</sup> Robert J. Reardon, *Op. Cit.*, p. 24.

En août 2013, trois jours après son entrée en fonction, le Président iranien Hassan Rouhani a publiquement appelé à la reprise des négociations et à une plus grande transparence concernant le programme nucléaire iranien<sup>83</sup>. Par la reprise des négociations, l'Iran souhaitait mettre fin à son isolement diplomatique et au nombre important de sanctions imposées contre lui. De plus, l'Iran voulait faire reconnaître son droit de développer des technologies nucléaires à des fins pacifiques.

Après 21 mois de négociations acharnées, *The Joint Comprehensive Plan of Action* a été signé le 14 juillet 2015 par l'Iran et le P5 +1 (les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Chine, la Russie et l'Allemagne). Le but de l'accord est de rendre presque impossible pour l'Iran de fabriquer une bombe atomique, en faisant passer à un an le « breakout time », le temps qu'il faudrait à Téhéran pour fabriquer une bombe atomique<sup>84</sup>. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sera responsable de surveiller régulièrement tous les sites nucléaires iraniens. En retour, on reconnaît à l'Iran le droit de développer une filière nucléaire civile. De plus, les sanctions liées aux activités nucléaires doivent être progressivement levées.

Au moment de la signature de l'accord avec l'Iran, le Congrès américain était dominé par le Parti républicain, largement opposé à l'entente. Il contrôlait le Sénat à 54 députés contre 46 pour le Parti démocrate et la Chambre des représentants par une marge encore plus grande, 246 contre 188. Étant au courant de cette réalité, le président Obama a d'abord tenté d'éviter que le Congrès n'ait besoin de ratifier l'accord, en élaborant et en présentant le JCPOA comme un engagement politique non contraignant par opposition à un traité formel ou à un accord exécutif-congressionnel.

---

<sup>83</sup> Saltzman, *Op. Cit.*, p. 57.

<sup>84</sup> Liam Hunt (2017). « The anchor of the system : The Iran deal and the decline of realism in US foreign policy », *International Journal*, Vol. 72 (3), p. 323.

Cependant, les démocrates et les républicains ont résisté aux efforts du président d'écarter le Congrès de l'équation. À la mi-mai 2015, environ deux mois avant la conclusion du JCPOA, une majorité écrasante du Congrès a adopté une loi restrictive appelée *Iran Nuclear Agreement Review Act*. Cette loi a imposé des restrictions temporaires sur la capacité du président à lever les sanctions pesant sur l'Iran<sup>85</sup>. Plus précisément, le Président n'a pas été autorisé à suspendre, réduire ou autrement limiter l'application de sanctions statutaires pour une période de 60 jours après la transmission de tout accord au Congrès<sup>86</sup>. Durant cette période de 60 jours, le Congrès pouvait bloquer la levée des sanctions, et donc faire échouer le JCPOA, en passant une résolution de désapprobation de l'accord<sup>87</sup>. Adopter une résolution de désapprobation ne nécessitait au départ qu'une majorité simple à la Chambre et au Sénat mais le président pouvait opposer son veto à une telle résolution. Ce qui signifie que, conformément à la Constitution, afin de renverser le veto présidentiel, la barre était alors portée à la majorité des deux tiers dans les deux chambres.

### **Les stratégies du lobby pro-Israël lors des négociations :**

L'opposition au JCPOA est venue de divers groupes incluant le Parti républicain, le gouvernement d'Israël, et diverses organisations de lobbying pro-israéliennes aux États-Unis. Le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu a qualifié l'accord d'erreur historique puisque qu'il menace la survie d'Israël. Il s'est même rendu jusqu'à Washington pour prononcer un discours devant le Congrès pour dénoncer l'accord.

---

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 324

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 324.

<sup>87</sup> Bernard Kaussler & Glenn P. Hastedt, *US Foreign Policy Towards the Middle East : The Realpolitik of Deceit*, London : Routledge, 2017, p.169.

Les différents lobbies ont évoqué plusieurs raisons pour justifier leur opposition au *Joint Comprehensive Plan of Action*. Notamment, le fait que l'accord ne limite les activités nucléaires de l'Iran que pour une période maximale de 15 ans, après laquelle Téhéran serait libre de faire ce qu'il veut. Ensuite, l'entente ne fait que retarder l'acquisition de l'arme nucléaire par l'Iran sans la prévenir définitivement. D'autre part, l'accord n'empêche pas l'Iran de soutenir les groupes terroristes dans la région et le régime d'Assad en Syrie. Finalement, l'Iran deviendrait plus puissant une fois que les sanctions économiques seront levées, qu'il aura récupéré des milliards de dollars en actifs gelés et qu'il aura repris ses activités de vente de pétrole et de gaz à l'étranger. Un Iran plus fort pourrait se montrer plus agressif et menacer les intérêts américains dans la région<sup>88</sup>.

Le lobby israélien a également joué un rôle important dans la campagne de propagande contre l'Iran. La portée des efforts du lobby AIPAC pour contrecarrer l'accord a été sans précédent<sup>89</sup>. Le groupe de pression, ainsi que ses alliés, ont utilisé divers moyens afin de convaincre les membres du Congrès de rejeter l'accord sur le nucléaire iranien.

### **La formation de coalitions :**

En juillet 2015, l'American Israel Public Affairs Committee, la plus puissante organisation pro-israélienne, a créé un nouveau groupe d'intérêt pour s'opposer à l'accord nucléaire iranien : *Citizens for a Nuclear Free Iran*. Il s'agit d'une organisation à but non-lucratif, exemptée de taxes,

---

<sup>88</sup> Chintamani Mahapatra (2016). « US-Iran Nuclear Deal : Cohorts and Challenger », *Contemporary Review of the Middle East*, Vol. 3 (1) p. 39.

<sup>89</sup> M. J. Rosenberg, (2015). "AIPAC and the Nuclear Agreement With Iran", *The Washington Report on Middle East Affairs*, October 2015, pp.112-114.

dont la seule et unique mission était d'éduquer le public sur les risques de l'accord proposé<sup>90</sup>. Le fait d'être classé comme une organisation sans but lucratif en vertu de l'article 501 (c) 4 du code fiscal américain a permis à *Citizens for a Nuclear Free Iran* d'amasser et de dépenser des sommes illimitées pour sa campagne<sup>91</sup>. De plus, l'organisme n'avait pas à divulguer le nom de ses donateurs en raison de son statut d'organisation à but non-lucratif. Le comité consultatif du groupe comprenait plusieurs anciens membres démocrates du Congrès, y compris les anciens sénateurs Evan Bayh de l'Indiana, Mark Begich de l'Alaska, Mary Landrieu de Louisiane et Joseph I. Lieberman du Connecticut, et l'ancienne représentante Shelley Berkley du Nevada. Le but de l'organisation était de cibler les démocrates de la Chambre des représentants et du Sénat qui étaient considérés comme étant oscillants face à l'accord. À cette fin, l'organisation a mené une importante campagne publicitaire à la télévision et sur Internet estimée à 40 millions de dollars. *Citizens for a Nuclear Free Iran* était principalement financé par AIPAC<sup>92</sup>, mais également par d'autres organisations et individus préoccupés par l'accord proposé sur l'Iran<sup>93</sup>. AIPAC aurait transféré un montant de 19 millions de dollars à l'organisation<sup>94</sup>.

La formation de coalitions est une stratégie souvent utilisée par les lobbies et offre plusieurs avantages, notamment, la division efficace des ressources et la répartition des risques et des coûts entre les membres<sup>95</sup>. De plus, les coalitions permettent d'augmenter considérablement l'influence

---

<sup>90</sup> Julie Hirschfeld Davis, « Pro-Israel AIPAC Creates Group to Lobby Against the Iran Deal ». *The New-York Times*, 17 juillet 2015, consulté le 15 juin 2018, <https://www.nytimes.com/politics/first-draft/2015/07/17/pro-israel-aipac-creates-group-to-lobby-against-the-iran-deal/>.

<sup>91</sup> Alexander Bolton. « New group backed by AIPAC targets deal ». *The Hill*, 17 juillet 2015, consulté le 28 juin 2018, <http://thehill.com/homenews/senate/248349-new-group-backed-by-aipac-targets-iran-deal>.

<sup>92</sup> Denis C. Jett, *The Iran nuclear deal : bombs, bureaucrats, and billionaires*, Switzerland : Palgrave Macmillan, 2018, p. 73.

<sup>93</sup> PR Newswire. « Citizens for a Nuclear Free Iran (CNFI) Launches Third National TV Ad Featuring Former U.S. Air Force Deputy Chief of Staff ». *PR Newswire*, 20 août 2015.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 73.

<sup>95</sup> Bryson B. Morgan et Ronald J. Hrebenar, *Op. Cit.*, p. 32.

d'un groupe et de rejoindre un public plus important. Dans ce cas-ci, la formation d'une coalition a permis à plusieurs donateurs et organisations ayant les mêmes intérêts d'investir leur argent et leur énergie dans un seul organisme ; *Citizens for a Nuclear Free Iran*.

### **Campagne médiatique :**

Dans la lutte contre l'accord, AIPAC et ses alliés ont mobilisé des ressources considérables : Ils ont dépensé des dizaines de millions de dollars en publicités à la télévision dans les États représentés par des législateurs indécis<sup>96</sup>. Selon le Washington Post, en août 2015, des publicités télévisuelles étaient diffusées dans au moins 23 États<sup>97</sup> représentés par des membres du Congrès qui étaient considérés comme des décideurs clés pour cet enjeu. AIPAC a aussi publié des articles dans des pages entières des principaux journaux américains. Le groupe *Citizens for a Nuclear Free Iran*, supporté par AIPAC, a dépensé environ 40 millions de dollars américains pour des publicités à la télévision et sur Internet afin d'exhorter les législateur à voter contre l'accord<sup>98</sup>.

Les groupes de pression appuyant l'accord ont aussi investi dans des campagnes médiatiques. Ainsi, le lobby J-Street, qui a supporté l'entente, a dépensé 4 millions de dollars en publicités. J-Street a ciblé les États où des sénateurs démocrates étaient indécis dans le débat : Le groupe de pression a signé 45 contrats publicitaires au Colorado; 21 contrats au Michigan, 21 au Maryland;

---

<sup>96</sup> Karoum Demirjian & Carol Morello. « How AIPAC los the Iran deal fight ». *The Washington Post*. 2015, consulté le 13 mai 2018 [https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/09/03/how-aipac-lost-the-iran-deal-fight/?noredirect=on&utm\\_term=.a5c7fa98578f](https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/09/03/how-aipac-lost-the-iran-deal-fight/?noredirect=on&utm_term=.a5c7fa98578f)

<sup>97</sup> Catherine Ho. « Iran deals ads running in at least 23 states, including Florida, Texas, California and Pennsylvania ». *The Washington Post*, 2015. Consulté le 15 mai 2018, [https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/08/20/iran-deal-ads-running-in-at-least-23-states-including-florida-texas-california-and-pennsylvania/?utm\\_term=.347e064d84aa](https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/08/20/iran-deal-ads-running-in-at-least-23-states-including-florida-texas-california-and-pennsylvania/?utm_term=.347e064d84aa)

<sup>98</sup> Catherine Ho. « Groups supporting Iran deal face off against its deep-pocketed detractors ». *The Washington Post*, 22 juillet 2015, consulté le 11 juin 2018, [https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/07/22/groups-supporting-iran-deal-face-off-against-its-deep-pocketed-detractors/?utm\\_term=.65dc18dbf8e0](https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/07/22/groups-supporting-iran-deal-face-off-against-its-deep-pocketed-detractors/?utm_term=.65dc18dbf8e0).

et 18 en Pennsylvanie<sup>99</sup>. Par exemple, dans une publicité intitulé « Good for Israel, Good for America », J-Street fait l'éloge des garanties sans précédents qu'apporte l'accord sur le nucléaire iranien en ce qui a trait à l'inspection des sites nucléaires. La publicité, qui cite d'anciens dirigeants militaires israéliens, continue en disant que l'accord empêche l'Iran de produire une arme nucléaire et rend les États-Unis et Israël plus sûrs<sup>100</sup>.

Jessica Rosenblum, directrice des communications pour J-Street, avait reconnu que son organisation ne pouvait pas rivaliser avec des groupes comme AIPAC en terme de budget<sup>101</sup>. Mais elle a déclaré que le poids de l'opinion publique était en leur faveur. Ainsi, en juin 2015, J-Street a publié un sondage indiquant que 59% des Juifs américains soutenaient l'accord sur le nucléaire iranien<sup>102</sup>. La publication de sondage est une autre tactique utilisée par les groupes d'intérêts afin de convaincre les législateurs que l'opinion de la population est en faveur de la position qu'ils défendent.

Les nouveaux médias ont aussi été utilisés par les groupes de pressions des deux côtés du débat : des courriels appelant à l'action, les Tweets et les « re-tweet », les vidéos Youtube, la mise en place de site Web, la création de pages Facebook, etc. Les nouvelles technologies ont été utilisées non seulement pour diffuser l'information, mais également pour organiser et dynamiser les gens<sup>103</sup>.

---

<sup>99</sup> Catherine Ho. « Iran deals ads running in at least 23 states, including Florida, Texas, California and Pennsylvania », *Op. Cit.*

<sup>100</sup> *Ibid.*

<sup>101</sup> Catherine Ho. « Groups supporting Iran deal face off against its deep-pocketed detractors », *Op. Cit.*

<sup>102</sup> Karen DeYoung. « As Iran deal nears, the lobbying, pro and con, intensifies », *The Washington Post*, 11 juin 2015, consulté le 29 juin 2018, [https://www.washingtonpost.com/world/national-security/as-an-iran-deal-nears-the-lobbying-pro-and-con-intensifies/2015/06/11/1dd56d4c-0f8a-11e5-adece82f8395c032\\_story.html?utm\\_term=.25a198f4acc8](https://www.washingtonpost.com/world/national-security/as-an-iran-deal-nears-the-lobbying-pro-and-con-intensifies/2015/06/11/1dd56d4c-0f8a-11e5-adece82f8395c032_story.html?utm_term=.25a198f4acc8).

<sup>103</sup> Denis C. Jett, *Op. Cit.*, p. 154.

La Maison Blanche, dans le cadre de ses efforts pour vendre l'accord, a même créé une page Web pleine de fiches d'informations et de graphiques et un compte Twitter. Le compte Twitter nommé @TheIranDeal avait pour objectif d'obtenir le soutien du public américain concernant l'entente et d'ainsi convaincre le Congrès de ratifier l'accord<sup>104</sup>.

### **Lobbying direct auprès des membres du Congrès**

Le Congrès américain a des responsabilités importantes sur des questions allant de la politique étrangère à la ratification des traités. Les décisions du Congrès sont souvent influencées par les groupes de pression qui sont communs à Washington. Les efforts de lobbying, notamment en matière de politique étrangère, ont souvent plus de succès au Congrès qu'au sein du pouvoir exécutif. Au moment de l'approbation de l'accord sur le nucléaire iranien, les républicains contrôlaient les deux chambres du Congrès : le Sénat et la Chambre des représentants. Le Parti républicain a présenté un front uni contre l'entente alors que le Parti démocrate était partiellement divisé. Puisque les démocrates étaient le facteur décisif, presque tous les efforts de lobbying se sont dirigés vers ceux-ci<sup>105</sup>.

Les membres du Congrès et leur personnel ont été inondés par des e-mails, des appels téléphoniques et des fax concernant l'accord avec l'Iran. Des représentants des deux côtés du débat sont également allés en personne à leurs bureaux de circonscriptions pour rencontrer le plus grand nombre possible d'entre eux afin de défendre leur cause. Le président Obama lui-même a fait

---

<sup>104</sup> Corneliu Bjola & Ilan Manor, *Op. Cit.*, p. 2.

<sup>105</sup> Mike DeBonis. « Iran nuclear's deal fate in Congress rests with undecided Democrats », *The Washington Post*, 3 août 2015, consulté le 27 juin 2018, [https://www.washingtonpost.com/politics/iran-deals-fate-in-congress-rests-with-undecided-democrats/2015/08/02/6098d8de-3885-11e5-9d0f-7865a67390ee\\_story.html?utm\\_term=.9391f40c7ec1](https://www.washingtonpost.com/politics/iran-deals-fate-in-congress-rests-with-undecided-democrats/2015/08/02/6098d8de-3885-11e5-9d0f-7865a67390ee_story.html?utm_term=.9391f40c7ec1).

plusieurs appels téléphoniques aux membres démocrates du Congrès afin de rallier leur support. Les appels personnels du président faisaient partie d'un effort de lobbying orchestré par la Maison Blanche, soutenu par une coalition d'organisations progressistes, visant à persuader les démocrates indécis de voter contre toute tentative républicaine de bloquer l'accord<sup>106</sup>.

Durant la période de 60 jours de révision de l'accord, l'organisation AIPAC a déclaré s'attendre à ce que ses adhérents rencontrent chaque membre du Congrès dans leurs districts<sup>107</sup>. De plus, au mois d'août 2017, AIPAC a transporté par voie aérienne plus de 700 de ses membres de partout au pays vers Washington afin de faire pression sur les membres du Congrès pour qu'ils rejettent l'accord<sup>108</sup>. AIPAC a aussi organisé des manifestations devant les bureaux des membres du Congrès qui semblaient hésiter. Le groupe *The Republican Jewish Coalition*, un autre lobby opposé à l'accord, a compilé une liste de 72 membres du Congrès qu'ils voyaient comme n'ayant toujours pas pris position<sup>109</sup>. Le groupe a exhorté ses 40 000 membres à faire pression sur leurs représentants pour qu'ils s'opposent à l'accord.

## **Guerre d'information**

Alors que l'argent et les votes sont des ressources importantes que les lobbyistes peuvent octroyer aux élus, il existe d'autres moyens de les influencer. Des groupes de pression ont fourni aux membres du Congrès des informations, des points de discussion, des conseils et des arguments

---

<sup>106</sup> Julie Hirschfeld Davis, « Lobbying Fight Over Iran Nuclear Deal Centers on Democrats », *Op. Cit.*

<sup>107</sup> Elise Labott, Deirdre Walsh & Sunlen Serfaty. « Washington Battle rages over Iran nuclear deal's fate ». *CNN Politics*, 3 août 2015, consulté le 4 juillet 2018, <https://www.cnn.com/2015/08/03/politics/aipac-iran-nuclear-deal-congress/index.html>.

<sup>108</sup> Julie Hirschfeld Davis. « Fears of Lasting Rift as Obama Battles Pro-Israel Group on Iran », *The New York Times*, 7 août 2015, consulté le 14 juin 2018 <https://www.nytimes.com/2015/08/08/world/middleeast/fears-of-lasting-rift-as-obama-battles-pro-israel-group-on-iran.html>.

<sup>109</sup> Catherine Ho. « Anti-Iran deal groups firing on all cylinders in massive lobbying push », *The Washington Post*, 21 juillet 2015, consulté le 6 juillet 2018, [https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/07/21/anti-iran-deal-groups-firing-on-all-cylinders-in-massive-lobbying-push/?utm\\_term=.8986e6f948db](https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/07/21/anti-iran-deal-groups-firing-on-all-cylinders-in-massive-lobbying-push/?utm_term=.8986e6f948db).

pour ou contre l'accord<sup>110</sup>. Cette forme d'aide est plus efficace lorsqu'elle est personnelle et dirigée. Comme les lobbyistes travaillant pour les intérêts des entreprises, ceux qui militent à Washington sur des questions de politique étrangère développent des relations étroites avec les membres du Congrès. Ces connexions personnelles aident à s'assurer que le produit développé sera reçu et utilisé. Durant les négociations entourant le JCPOA, l'administration Obama s'est engagée dans une guerre d'information avec le lobby israélien sur la nature et la structure de l'accord. Alireza Ahmadi explique que l'administration d'Obama a commencé à informer les membres du Congrès sur l'entente et le processus diplomatique tandis que les forces pro-israéliennes ont également commencé à utiliser les salles du Congrès pour présenter un compte rendu-différent de ce que l'accord impliquerait probablement<sup>111</sup>. Ils ont fourni un ensemble de faits et de données contradictoires sur les grandes lignes de l'accord examinées par les partis. Par exemple, selon les informations fournies par le secrétaire d'État, les États-Unis fournissaient à l'Iran une offre de sept à neuf milliards de dollars en allégement des sanctions. Mais les responsables israéliens et les défenseurs de l'AIPAC ont dit aux membres du Congrès que la somme était en réalité d'environ vingt, sinon, quarante milliards de dollars. L'administration d'Obama a accusé ses adversaires de mener une campagne de désinformation qui exagérait le pire des scénarios de ce que pourrait signifier un accord sur le nucléaire iranien<sup>112</sup>.

En somme, entre 2013 et 2015, mais plus particulièrement durant l'été 2015, le lobby pro-israélien et ses opposants ont employé diverses stratégies pour tenter d'influencer le corps législatif américain. Les groupes de pressions ont utilisé à la fois des techniques de lobbying indirectes telles que les

---

<sup>110</sup> Denis C. Jett, *Op. Cit.*, p. 139.

<sup>111</sup> Alireza Ahmadi (2014). « Israel lobby in the US and Iran P5+1 Negotiations », *Iranian Review of Foreign Affairs*, Vol. 5 (1), p. 63.

<sup>112</sup> Elise Labott, Deirdre Walsh & Sunlen Serfaty, *Op. Cit.*

campagnes médiatiques ou l'utilisation de médias sociaux et des techniques de lobbying directes comme des appels ou des discussions avec des législateurs.

## **Les limites du lobby pro-Israélien**

Le succès d'un lobby dépend généralement de la nature de l'enjeu ; Bryan Jones et Frank Baumgartner expliquent qu'en raison de la rigidité institutionnelle, il est plus facile de rester immobile que de passer à un nouvel équilibre politique. Ainsi, les groupes d'intérêts qui cherchent à maintenir le statu quo sont généralement plus susceptibles d'atteindre leurs objectifs de lobbying que ceux qui militent pour un changement de politiques<sup>113</sup>. Par conséquent, persuader les membres du Congrès de voter contre le JCPOA et de maintenir les sanctions sur l'Iran aurait dû être aisé pour le lobby pro-israélien. Pourtant le lobby a échoué à convaincre une majorité de législateurs de voter contre l'accord.

De plus, le succès d'un lobby dépend de sa capacité à mobiliser différentes ressources, incluant des ressources financières. L'argent joue un rôle important dans la politique américaine et dans les activités de lobbying<sup>114</sup>. Christine Mahoney le résume ainsi : « groups that are well endowed are able to put more resources into each issue, engage in more tactics, and devote more man power to the topic; considering this, they should be more likely to succeed in their lobbying activities<sup>115</sup> ». Or, durant les négociations sur le nucléaire iranien, des riches donateurs et leurs fondations ont donné plusieurs millions de dollars à des groupes de pression luttant contre l'accord au Congrès<sup>116</sup>.

---

<sup>113</sup> Bryan D. Jones & Frank R. Baumgartner. *The politics of attention : how government prioritizes problems*, Chicago : University of Chicago Press, 2005, 316 p.

<sup>114</sup> Bryson B. Morgan et Ronald J. Hrebenar, *Op. Cit.*, P. 18

<sup>115</sup> Christine Mahoney, *Op. Cit.*, p. 41.

<sup>116</sup> Catherine Ho. « Mega-donors opposing Iran deal have upper hand in fierce lobbying battle », *The Washington Post*, 13 août 2015, consulté le 30 juin 2018,

La disparité financière entre ceux qui s'opposaient à l'accord et ceux qui le soutenaient était énorme. AIPAC et son groupe affilié *Citizens for a Nuclear Free Iran* ont dépensé entre 20 et 40 millions de dollars dans leur campagne de lobbying<sup>117</sup>, tandis que J-Street, leur principal adversaire, n'a dépensé que 5 millions de dollars au total. Durant l'été 2015, il semble que l'argent n'ait pas été un facteur décisif dans la décision du Congrès d'accepter le JCPOA. Disposer de ressources financières importantes ne garantit donc pas automatiquement le succès du lobbying.

### **La fragmentation du lobby pro-israélien :**

Une des raisons majeures du succès des lobby pro-Israël dans le passé était l'absence, jusqu'à récemment, d'une opposition significative à Washington sur la question de la politique américaine dans la région. En effet, le puissant lobby AIPAC a longtemps revendiqué parler au nom de tous les Juifs américains sur les questions liées à l'État d'Israël. Cependant, durant les négociations de l'accord, J-Street, un lobby rival pro-israélien qui soutenait l'accord nucléaire, est devenu un acteur influent et une alternative crédible malgré un budget plus modeste.

Fondé en novembre 2007, J-Street est un groupe d'intérêt dont l'objectif est de promouvoir le leadership américain dans la résolution du conflit israélo-palestinien pacifiquement et diplomatiquement. J-Street a réussi à s'imposer dans le paysage politique en 2008 lorsqu'il a ouvertement soutenu la candidature du président Barak Obama aux élections présidentielles. Par la suite, Obama a invité son directeur exécutif, Ben-Ami, à rejoindre un forum de dialogue entre le président et les principales organisations juives américaines. Ce geste a démontré que

---

[https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/08/13/mega-donors-opposing-iran-deal-have-upper-hand-in-fierce-lobbying-battle/?utm\\_term=.83a5fee78645](https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/08/13/mega-donors-opposing-iran-deal-have-upper-hand-in-fierce-lobbying-battle/?utm_term=.83a5fee78645).

<sup>117</sup> Catherine Ho. « Iran deals ads running in at least 23 states, including Florida, Texas, California and Pennsylvania », *Op. Cit.*

l'administration américaine considérait J-Street comme une partie intégrante et un leader de la communauté judéo-américaine<sup>118</sup>. Le président Obama aurait donc joué un rôle dans la montée en puissance de J-Street<sup>119</sup>. Jusqu'alors, AIPAC jouissait d'une position exclusive et son pouvoir était inégalé. Après 2008, il y avait un concurrent sérieux qui s'est montré capable d'introduire un nouveau discours sur les relations américano-israéliennes qui était considérablement beaucoup plus libéral et pro-paix<sup>120</sup>.

J Street a milité en faveur de l'accord sur le nucléaire iranien entre 2013 et 2015. Le groupe d'intérêt a investi 5 millions de dollars dans une campagne publicitaire et a envoyé d'anciens responsables militaires et des diplomates au Congrès dans le cadre d'un effort de lobbying destiné à rassurer les démocrates qu'ils ne subiraient pas de contrecoups des électeurs et des donateurs juifs pour avoir soutenu l'accord avec l'Iran<sup>121</sup>. Selon M.J. Rosenberg, J-Street est devenu un groupe « anti-AIPAC ». Il n'avait pas l'argent ni les ressources de l'American-Israel Public Affairs Committee mais pendant la bataille au sujet de l'accord sur le nucléaire iranien, il a fait contrepoids à AIPAC, jouant un rôle majeur dans la destruction de la conception des médias et du Congrès d'une communauté juive réunie derrière Netanyahou<sup>122</sup>. Par exemple, J-Street a pu monter une contre-offensive efficace en publiant, dans le New York Times, un manifeste de deux pages où il déclarait que 60% de la communauté juive soutenait l'accord, et que l'entente avait été approuvée par trois anciens dirigeants d'organisations de sécurité israéliennes telles que le Shin Beth et le

---

<sup>118</sup> Pierre Guerlain, *Op. Cit.*, p. 59.

<sup>119</sup> M.J. Rosenberg, *Op. Cit.*, p. 13.

<sup>120</sup> James Traub, *Op. Cit.*

<sup>121</sup> Julie Hirschfeld Davis. « Lobbying Fight Over Iran Nuclear Deal Centers On Democrats ». *The New York Times*, 7 août 2015, consulté le 5 juin 2018, <https://www.nytimes.com/2015/08/18/world/middleeast/lobbying-fight-over-iran-nuclear-deal-centers-on-democrats.html>

<sup>122</sup> M.J. Rosenberg, *Op. Cit.*, p. 12.

Mossad, par 29 physiciens nucléaires juifs et par 440 rabbins<sup>123</sup>. Ces efforts ont joué un rôle important dans la défaite d'AIPAC. Selon Jeremy Ben-Ami, le directeur exécutif de J-Street, les jours où AIPAC pouvait prétendre parler au nom de tous les Juifs américains sur les questions liées à Israël sont terminés, les tactiques de lobbying de l'AIPAC ne fonctionnent plus.<sup>124</sup> En effet, à la veille du vote, huit des dix membres juifs du Sénat et douze des dix-neuf membres juifs de la Chambre des représentants ont annoncé leur soutien à l'accord. Seulement deux des sénateurs et sept des députés de la chambre s'opposent à l'entente<sup>125</sup>. Cela mène à la conclusion que « l'establishment juif américain » a perdu contact avec les Juifs américains qu'il prétend représenter.

Selon Dov Waxman, après un demi-siècle de lobbying en faveur du mouvement sioniste et, par la suite, de l'État d'Israël, le lobby pro-israélien aux États-Unis est devenu plus morcelé sur le plan organisationnel et divisé idéologiquement que jamais auparavant. Tout comme le consensus juif américain envers Israël s'est érodé, l'unité du lobby pro-israélien l'est aussi<sup>126</sup>.

### **Erreurs stratégiques :**

Les démocrates ainsi que plusieurs Juifs modérés sympathisant de l'accord ont indiqué avoir été rebutés par l'analogie faite par AIPAC entre la diplomatie du gouvernement américain vis-à-vis de l'Iran et celle du gouvernement britannique Chamberlain vis-à-vis vis l'Allemagne de Hitler

---

<sup>123</sup> Mauro Lucentini (2015). « The Obama Presidency and the 5+1 Agreement with Iran », *Rivista di Studi Politici Internazionali*, Vol. 82(3), p. 337.

<sup>124</sup> Karoun Demirjian & Carol Morello, *Op. Cit.*

<sup>125</sup> Harold Meyerson. « America's Jewish establishment is out of touch with U.S. Jews ». *The Washington Post*, 9 septembre 2015, consulté le 14 juin 2018 [https://www.washingtonpost.com/opinions/the-gulf-among-american-jewry/2015/09/09/95d9089c-570d-11e5-b8c9-944725fcd3b9\\_story.html?utm\\_term=.51945d7544a2](https://www.washingtonpost.com/opinions/the-gulf-among-american-jewry/2015/09/09/95d9089c-570d-11e5-b8c9-944725fcd3b9_story.html?utm_term=.51945d7544a2) .

<sup>126</sup> Dov Waxman, *Op. Cit.*, p. 80.

avant la Seconde guerre mondiale<sup>127</sup>. Les attaques agressives et venimeuses d'AIPAC contre l'accord et contre Obama ainsi que les menaces à peine voilées de faire campagne contre les démocrates n'acquiesçant pas à leurs demandes, ont été contre-productives.

De plus, en mars 2015, Benjamin Netanyahu est venu parler à une réunion conjointe du Congrès sur l'Iran sans même en informer la Maison Blanche. Netanyahu a déclaré que Washington devrait rejeter l'accord sous sa forme actuelle, exiger que Téhéran démantèle presque tout son programme nucléaire et s'engage à ne jamais le redémarrer. Selon plusieurs auteurs, la décision de Netanyahu de venir s'adresser directement aux membres du Congrès sans en aviser le Président Obama aurait contribué au succès de l'accord. La conseillère à la sécurité nationale, Susan Rice, a déclaré publiquement que cette décision a été « destructrice » pour les relations américano-israéliennes<sup>128</sup>. L'image de ce dirigeant étranger qui s'est senti autorisé à instruire personnellement les représentants élus de la population d'un autre pays, dans l'espoir qu'ils adopteraient une politique en opposition à leur propre gouvernement, a scandalisé l'opinion publique américaine et a produit un effet contraire à celui désiré<sup>129</sup>. Cette tentative d'influencer le débat américain a exaspéré et aliéné de nombreux démocrates avant même que le débat proprement dit sur le JCPOA ait même commencé. En somme, le discours de Netanyahu n'a fait que renforcer, pour les démocrates, la perception que l'accord sur l'Iran était un choix entre allégeance envers un président démocrate ou loyauté envers une nation étrangère de plus en plus éloignée idéologiquement et alignée avec le parti républicain<sup>130</sup>.

---

<sup>127</sup> Mauro Lucentini, *Op. Cit.*, pp. 335-342.

<sup>128</sup> Saltzman, *Op. Cit.*, p. 58.

<sup>129</sup> Mauro Lucentini, *Op. Cit.*, p. 337.

<sup>130</sup> Bernard Avishai. « Netanyahu and the Republicans ». *The New Yorker*, 2015, consulté le 4 juillet 2018, <https://www.newyorker.com/news/news-desk/netanyahu-republicans>.

La bataille contre l'accord sur le nucléaire iranien est alors devenue une bataille partisane : le likoud et les républicains contre le président américain et les démocrates. À la fin, la majorité des républicains au Congrès se sont alignés contre l'accord alors que tous sauf une douzaine de démocrates se sont ralliés en faveur de l'accord. Le ralliement des démocrates en faveur de l'accord reflète la relation de ces derniers avec l'AIPAC qui est devenue tendue ces dernières années alors que le lobby représente de plus en plus les intérêts de la droite israélienne<sup>131</sup>.

Une des raisons pouvant expliquer l'échec de « l'establishment pro-Israël » et le fait qu'il faisait campagne contre le pouvoir exécutif américain. Effectivement, l'administration d'Obama a investie des ressources considérables afin de militer en faveur de l'accord. Par exemple, la Maison Blanche a mobilisé des groupes d'intérêts, des experts en politique étrangère, des anciens fonctionnaires et militaires américains ainsi que des diplomates européens pour contrer les efforts du lobby pro-israélien<sup>132</sup>. En défiant Obama sur la question de l'Iran, AIPAC a surestimé son influence. Alors qu'un vote sur l'aide militaire alloué à Israël est un choix facile pour les législateurs, le vote sur l'accord nucléaire iranien était beaucoup plus compliqué : cela impliquait des questions de guerre et de paix, traditionnellement reléguées au président<sup>133</sup>.

Dans un discours prononcé à l'American University, le Président des États-Unis a critiqué les opposants du JCPOA, les accusant d'être les mêmes personnes qui ont joué sur les craintes du

---

<sup>131</sup> Steven Hurst (2016). « The Iranian Nuclear Negotiations as a Two-Level Game : The Importance of Domestic Politics », *Diplomacy & Statecraft*, vol. 27(3), P. 556.

<sup>132</sup> Elise Labott, Deirdre Walsh & Sunlen Serfaty, *Op. Cit.*

<sup>133</sup> Jonathan Broder. « How the Iran Nuclear Deal Weakened AIPAC, Washington's Most Powerful Interest Group », *Newsweek*, 1<sup>er</sup> septembre 2015, consulté le 1<sup>er</sup> juillet 2018, <http://www.newsweek.com/2015/09/11/whos-afraid-israel-lobby-367368.html>.

public pour pousser les États-Unis dans la guerre en Irak il y a plus d'une décennie<sup>134</sup>. Obama a utilisé ce discours pour confronter indirectement les groupes pro-israéliens, dirigés par AIPAC. Ses remarques reflètent une rupture particulièrement brutale entre le président américain et le puissant groupe de lobbying pro-israélien<sup>135</sup>. En présentant ses arguments, M. Obama a lancé un appel personnel aux électeurs les exhortant à contacter leurs représentants et à les presser d'accepter l'accord. Il s'agit ici d'une stratégie de lobbying indirecte opérée par le Président des États-Unis lui-même.

Au final, bien qu'AIPAC ait utilisé la totalité de ses actifs organisationnels, la Maison Blanche a pu rassembler un soutien suffisant du parti démocratique au Sénat et empêcher le Congrès de s'opposer à l'accord. En effet, selon la loi adoptée en mai 2015, le Congrès américain avait 60 jours pour revoir l'entente. La Chambre des représentants a tenté de passer une résolution d'approbation, qui a échoué à un vote de 269 contre 162 le 11 Septembre, 25 démocrates ont voté avec les républicains contre la résolution. Une résolution de désapprobation a été présentée au Sénat, mais le vote du 10 septembre pour mettre fin au débat et passer au vote sur la résolution était en deçà des 60 votes requis. Obama a déclaré dans un communiqué que ce vote était une victoire pour la diplomatie, pour la sécurité nationale américaine et pour la sécurité internationale<sup>136</sup>.

---

<sup>134</sup> Julie Hirschfeld Davis. « It's Either Iran Nuclear Deal or 'Some Form of War' Obama Warns », *The New-York Times*, 5 août 2015, consulté le 6 juillet 2018, <https://www.nytimes.com/2015/08/06/us/politics/obama-urges-critics-of-iran-deal-to-ignore-drumbeat-of-war.html>.

<sup>135</sup> Julie Hirschfeld Davis. « Fears of Lasting Rift as Obama Battles Pro-Israel Group on Iran », *Op. Cit.*

<sup>136</sup> Kelsey Davenport (2015). « Congress Fails to Block Iran Deal », *Arms Control Today*, Vol. 45 (8), pp. 22-23.

## Conséquences immédiates de l'accord:

Selon plusieurs experts, l'échec de l'American-Israel Public Affairs Committee, le plus important lobby pro-Israël, à influencer l'issue du vote sur l'accord nucléaire iranien est l'un des plus grands revers de l'organisation<sup>137</sup>. AIPAC a longtemps tiré son pouvoir politique de la loyauté des membres des deux partis. En effet, bien que républicains et démocrates se disputent sans cesse sur diverses questions, ils ont toujours adopté des lois pro-israéliennes avec une majorité écrasante<sup>138</sup>. Cependant, ce soutien bipartite a pratiquement disparu au cours du débat sur l'accord avec l'Iran<sup>139</sup> : Les républicains se sont alignés à l'unanimité avec AIPAC contre l'accord, dont Obama avait fait une priorité en matière de politique étrangère. La grande majorité des démocrates l'ont soutenu.

La défaite a amené des questions quant à l'avenir d'AIPAC et a rompu le statu quo<sup>140</sup>. Pendant des années, le lobby était parmi les plus redoutables à Washington. Il était même craint à cause de ses manœuvres politiques. Après avoir investi des millions de dollars pour empêcher l'approbation de l'accord sur le nucléaire iranien, le groupe de pression a vu son influence et sa réputation à Washington diminuer. AIPAC ne peut plus prétendre parler au nom de tous les Juifs américains sur les questions touchant Israël. De nouveaux groupes pro-Israël progressistes et de gauches tels que J-Street ont milité en faveur du JCPOA. Une grande majorité de Juifs américains ce sont d'ailleurs montré en faveur de l'entente. La question sur le nucléaire iranien était une campagne qu'AIPAC ne pouvait se permettre de perdre, étant donné qu'imposer et maintenir des sanctions contre l'Iran avait été la priorité du lobby pendant plus de vingt ans.

---

<sup>137</sup> Julie Hirschfeld Davis. « Influential Pro-Israel Group Suffers Stinging Political Defeat ». *The New York Times*, 10 septembre 2015, consulté le 10 juin 2018, <https://www.nytimes.com/2015/09/11/world/influential-pro-israel-group-suffers-stinging-political-defeat.html>.

<sup>138</sup> Jonathan Broder. *Op. Cit.*

<sup>139</sup> Saltzman, *Op. Cit.*, p. 60.

<sup>140</sup> M.J. Rosenberg, *Op. Cit.*, p. 112.

Auparavant, les membres du Congrès ne pouvaient pas défier ou contredire AIPAC en toute impunité<sup>141</sup>. Comme les législateurs sont souvent préoccupés par leurs réélections, AIPAC pouvait influencer ceux-ci par des contributions financières importantes. AIPAC maintenait les politiciens en ligne en menaçant de couper le financement de leurs campagnes électorales ou de financer un adversaire politique. La principale stratégie d'AIPAC était donc d'intimider les membres du Congrès<sup>142</sup>. Cependant, lors du vote sur le nucléaire iranien, l'American-Israel Public Affairs Committee a été défié par des centaines de sénateurs et de représentants qui ont voté en faveur de l'accord. Le pouvoir de dissuasion d'AIPAC a donc diminué drastiquement<sup>143</sup>. Jeremy Ben-Ami, directeur exécutif de J-Street, a déclaré que la défaite d'AIPAC avait démontré que les législateurs qui, auparavant, pouvaient craindre les représailles d'un désaccord avec le lobby n'étaient plus intimidés<sup>144</sup>.

Le revers d'AIPAC démontre également que le groupe de pression a désormais une influence limitée sur le pouvoir exécutif. Effectivement, le président Obama n'a pas hésité à s'adresser directement aux membres d'AIPAC, les accusant de dépenser des millions de dollars en publicité contre l'accord et de diffuser de fausses allégations à ce sujet<sup>145</sup>. Les remarques d'Obama ont marqué une rupture historique entre la Maison Blanche et l'establishment pro-Israël.

---

<sup>141</sup> Mojtaba Abdollahi (2016). « The Effect of Zionist Lobby on America's Foreign Policy towards the Islamic Republic of Iran », *Journal of Politics and Law*, Vol. 9 (7), p. 265.

<sup>142</sup> Pierre Guerlain, *Op. Cit.*, p. 375.

<sup>143</sup> M.J. Rosenberg, *Op. Cit.*, p. 113.

<sup>144</sup> Julie Hirschfeld Davis. « Influential Pro-Israel Group Suffers Stinging Political Defeat », *Op. Cit.*

<sup>145</sup> Julie Hirschfeld Davis. « Fears of Lasting Rift as Obama Battles Pro-Israel Group on Iran », *Op. Cit.*

Suite à cet accord, on a aussi soulevé la question des relations entre Israël et les États-Unis. Durant les années précédant l'accord, Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël, aurait exercé des pressions considérables sur la Maison Blanche pour lancer des frappes aériennes préventives contre l'Iran<sup>146</sup>. Selon le dirigeant israélien, la survie de l'État pourrait être menacée si Téhéran possédait une arme nucléaire. Tout en acceptant les craintes et les inquiétudes israéliennes à propos de l'acquisition d'une arme nucléaire par l'Iran, le président Obama a préféré apporter une solution diplomatique à la question<sup>147</sup>. Les deux dirigeants de pays traditionnellement alliés avaient des visions opposées sur les stratégies à adopter envers l'Iran. L'administration Obama était déterminée à conclure un accord nucléaire avec l'Iran, alors que le gouvernement de Netanyahu et le lobby israélien semblaient résolus à empêcher cela<sup>148</sup>. Netanyahu est même allé jusqu'à venir en sol américain pour s'adresser directement aux membres du Congrès. Jean-Loup Samaan résume ainsi que « nous constatons au cours des dernières années une nette détérioration, au niveau politique, des relations entre Washington et Jérusalem et ce en grande partie du fait des différences de traitement du dossier nucléaire iranien<sup>149</sup> ».

## **Conclusion :**

En conclusion, lors du débat au sujet l'accord sur le nucléaire iranien, les différents groupes d'intérêts à Washington se sont livrés à un combat acharné. Mauro Lucentini décrit le débat interne comme tellement féroce que certains l'ont qualifié de « fratricide<sup>150</sup> ». Lors de sa campagne de

---

<sup>146</sup> Jonathan Stevenson (2016). « The evolution of US-Israel relations », *Strategic Comments*, Vol. 22 (32).

<sup>147</sup> Simi Mehta (2015). « P5+1 – Iran Nuclear Agreement – A Silver Lining in US – Iran Relations », *Journal of Diplomacy and International Relations*, p. 111.

<sup>148</sup> Chintamani Mahapatra, *Op. Cit.*, p. 41.

<sup>149</sup> Jean-Loup Samaan, *Op. Cit.*, p. 83.

<sup>150</sup> Mauro Lucentini, *Op. Cit.*, p. 336.

lobbying contre l'entente, le lobby israélien a utilisé plusieurs stratégies telles que la formation de coalitions, le lancement de publicités à la télévision, la publication de reportages dans les journaux, l'utilisation des médias sociaux, le lobbying direct auprès des législateurs, etc. Cependant, ces tactiques n'ont pas réussi à leur assurer un vote des deux-tiers des membres du Congrès. L'entente a illustré les limites de l'influence du lobby pro-Israël, notamment d'AIPAC, sur Washington. Nous avançons deux principales hypothèses pour expliquer cette défaite, premièrement, des changements dans le paysages politique américain ont causé un fractionnement du lobby pro-israélien et, deuxièmement, des erreurs stratégiques ont été commises par le lobby et ses partenaires.

D'abord, l'establishment pro israélien fait aujourd'hui face à une opposition organisée à Washington. Des groupes aux positions inverses, tels que *Americans for Peace Now*, *Israel Policy Forum* ou encore J-Street, contestent le droit de cet *establishment* (en particulier AIPAC) de parler au nom d'Israël, et militent pour une approche différente<sup>151</sup>. Bien que le lobby centriste continue d'être le plus riche et le plus puissant (en terme de capacité organisationnelle) il n'est plus hégémonique et cela a été démontrée lors du débat entourant le JCPOA.

Ensuite, le lobbying constant et la propagande belliqueuse du lobby pro-israélien, surtout dirigé par AIPAC, ont renforcé l'antipathie publique américain ainsi que du Parti démocrate<sup>152</sup>. Cela inclut, entres autres, le moment où le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a pris la parole lors d'une session conjointe du Congrès en mars 2015 pour tenter de convaincre les législateurs de rejeter l'accord. La manière dont le discours a été planifié a offensé les démocrates

---

<sup>151</sup> Celia Belin, *Op. Cit.*, p. 533.

<sup>152</sup> Steven Hurst, *Op. Cit.*, p. 550.

et a conduit à un effet de ralliement autour du Président américain.

En somme, pour réitérer l'argument de Putnam, un accord international ne réussira que s'il répond aux objectifs des gouvernements concernés et à ceux de suffisamment des différents intérêts nationaux pour permettre sa ratification. La proposition principale de Putnam est qu'étant donné que l'objectif premier de tout gouvernement est de conserver le pouvoir, une négociation internationale doit être acceptable pour un nombre assez grand d'électeurs. Comme Barak Obama en était à son deuxième et dernier mandat lors de la signature du JCPOA, il a adopté une position plus ferme concernant l'accord sur le nucléaire iranien. Selon Steven Hurst, loin de chercher à renforcer sa position politique, la volonté d'Obama de signer le JCPOA était probablement influencée davantage par le fait qu'il n'avait pas à se représenter pour une réélection, étant donné l'ampleur de l'hostilité envers l'Iran aux États-Unis<sup>153</sup>. Cependant, les membres du Parti démocrate siégeant au Congrès avaient pour objectif de conserver le pouvoir<sup>154</sup>. Les sondages ont montré que si les républicains y étaient massivement opposés, la majorité des démocrates étaient en faveur de l'accord. Une majorité de la population juive était également favorable à l'accord. Selon Steven Hurst, il y avait par conséquent peu d'incitation électorale pour la plupart des démocrates au Congrès à voter contre le JCPOA<sup>155</sup> et, au final, ils ont soutenus le Président. La politique intérieure a ainsi joué un rôle essentiel dans l'issue des négociations sur le nucléaire iranien, par conséquent, le modèle de Putnam est utile pour comprendre ce dossier.

Pour la communauté internationale, l'accord signifie un succès majeur car il permet de ramener l'Iran vers la conformité avec ses engagements dans le cadre du droit international sans avoir

---

<sup>153</sup> Steven Hurst, *Op. Cit.*, p. 555.

<sup>154</sup> *Ibid.*, p. 556.

<sup>155</sup> *Ibid.*, p. 557.

recours à l'option d'une frappe militaire<sup>156</sup>. Aussitôt après l'entrée en vigueur de l'accord, on parlait d'un rapprochement historique entre les États-Unis et l'Iran. Certains commentateurs mentionnaient même que le président Obama et le président Rouhani pourraient écrire un nouveau chapitre dans les relations américano-iraniennes<sup>157</sup>. La conviction et le dévouement des deux dirigeants pour arriver à un accord mutuellement acceptable vis-à-vis du programme nucléaire de l'État iranien indiquait une intention de réconciliation réelle. Cependant, d'autres analystes se sont montrés plus prudents indiquaient qu'un accord sur le nucléaire ne pouvait pas inverser subitement les rapports entre les deux États et que plusieurs divergences d'opinion et obstacles demeuraient<sup>158</sup>.

Quoi qu'il en soit, en mai 2018, le nouveau président américain Donald Trump a annoncé le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien avec un retour de toutes les sanctions<sup>159</sup> sapant ainsi plusieurs mois de négociations acharnées et d'efforts diplomatiques. En démantelant cet accord, il accomplit ainsi, quinze mois après son arrivée au pouvoir, une de ses promesses électorales. Cette annonce a entraîné des réactions mitigées de la part de la communauté juive américaine. Trump a reçu des éloges du lobby pro-israélien AIPAC et d'autres groupes de droite mais a été critiqué par les organisations de gauche qui ont soutenu l'accord<sup>160</sup>. L'ex-président Barack Obama, quant à lui, a qualifié ce geste de grave erreur.

---

<sup>156</sup> Ariane M. Tabatabai (2016). « L'accord nucléaire après le 16 janvier : perspectives et défis », *Les Cahiers de l'Orient*, Vol. 3 (123), p. 159.

<sup>157</sup> Simi Mehta, *Op. Cit.*, p. 109.

<sup>158</sup> Julien Zarifian (2015). « Le dossier du nucléaire iranien et la question du rapprochement États-Unis – Iran », *Politique américaine*, Vol. 2 (26), p.41.

<sup>159</sup> Ray Takeyh. « Trump Pulled Out of the Iran Deal. What Now? », *Council on Foreign Relations*, 9 mai 2018, consulté le 6 juillet 2018, <https://www.cfr.org/article/trump-pulled-out-iran-deal-what-now>.

<sup>160</sup> Amir Tibon. « U.S. Jews Torn Over Trump's Exit From Iran Nuclear Deal », *Haaretz*, 9 mai 2018, consulté le 6 juillet 2018, <https://www.haaretz.com/us-news/.premium-u-s-jews-torn-over-trump-s-exit-from-iran-nuclear-deal-1.6072385>.

Malgré le retrait des États-Unis, les cinq puissances mondiales ayant participé à la négociation du JCPOA (la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Chine et la Russie) se sont dit déterminé à préserver l'accord sur le nucléaire iranien. Vendredi le 6 juillet 2018, les chefs de la diplomatie des cinq pays ont rencontré leur homologue iranien à Vienne où ils ont établi une feuille de route pour sauver l'accord historique<sup>161</sup>. Cependant, le retour prochain des sanctions américaines met en péril la survie de l'accord et Téhéran a menacé à plusieurs reprises de reprendre l'enrichissement d'uranium. Par conséquent, l'avenir de l'accord est plus qu'incertain.

## **Bibliographie**

### **Articles de périodiques :**

ABDOLLAHI, Mojtaba (2016). « The Effect of Zionist Lobby on America's Foreign Policy towards the Islamic Republic of Iran », *Journal of Politics and Law*, Vol. 9 (7), pp. 262-269.

AHMADI, Alireza Ahmadi (2014). « Israel lobby in the US and Iran P5+1 Negotiations », *Iranian Review of Foreign Affairs*, Vol. 5 (1), pp. 57-87.

---

<sup>161</sup> Sophie Makris. « L'Iran gagne des soutiens face aux menaces américaines », *La Presse*, 5 juillet 2018, consulté le 6 juillet 2018, <http://www.lapresse.ca/international/moyen-orient/201807/05/01-5188447-liran-gagne-des-soutiens-face-aux-menaces-americales.php>.

ALIKHANI, Hossein (2000). « The Power of the Lobby : Aipac and US Sanctions against Iran », *Global Dialogue*, vol. 2 (3), pp. 45-54.

B. ARROYO, Edward (2004). « Les lobbies dans la démocratie », *Revue Projet*, Vol. 2 (279), pp. 60-65.

BEN HAFSA, Lanouar (2014). « The Role of Arab American Advocacy Groups in Shaping American Foreign Policy », *Springer Sciences & Business Media*, vol. 51, pp. 513-523.

BJOLA, Corneliu & MANOR, Ilan (2018). « Revisiting Putnam's two-level game theory in the digital age : domestic digital diplomacy and the Iran nuclear deal », *Cambridge Review of International Affairs*, pp. 1-30.

CHOMSKY, Noam (1991). « After the Cold War : U. S. Foreign Policy in the Middle East », *Cultural Critique*, no. 19, pp. 14-31.

COHEN, Jim (2004). « Le « lobby juif » aux États-Unis : contre les stéréotypes, la transparence », *Mouvements*, vol. 34(33), pp. 97-107.

DAVENPORT, Kelsey (2015). « Congress Fails to Block Iran Deal », *Arms Control Today*, Vol. 45 (8), pp. 22-23.

ENCEL, Frédéric (2005). « Le sionisme chrétien : Paroles de romantiques, épées de combattant, influence d'évangélistes », *La Découverte*, Vol. 4 (119), pp. 41-47.

GUERLAIN, Pierre (2011). « The Israel lobby, American democracy and foreign perceptions of the USA », *Journal of Public Affairs*, vol.11 (4), pp. 372-381.

GILENS, Martin et I. PAGE, Benjamin (2014). « Testing Theories of American Politics : Elites, Interests Groups and Average Citizens », *Perspectives on Politics*, vol. 12 (3), pp. 564-581.

HACKER, Jacob et PIERSON, Paul. (2010) « Winner-take-all Politics: Public Policy, Political Organization and the Precipitous Rise of Top Incomes in the United States », vol. 38 (2), pp. 152-204.

H. CORDESMAN, Anthony H., GOLD, Bryan & COUGHLIN-SCHULTE, Chloe. *Iran – Sanctions, Energy, Arms Control and Regime Change*. Washington DC: CSIS : Centre for Strategic and International Studies, 2014, 192 p.

H. TRICE, Robert (1978). « Foreign Policy Interest Groups, Mass Public Opinion and the Arab-Israeli Dispute », *The Western Political Quarterly*, Vol. 31(2), pp. 238-252.

HUNT, Liam (2017). « The anchor of the system : The Iran deal and the decline of realism in US foreign policy », *International Journal*, Vol. 72 (3), pp. 318-337.

HURST, Steven (2016). « The Iranian Nuclear Negotiations as a Two-Level Game: The Importance of Domestic Politics », *Diplomacy & Statecraft*, vol. 27(3), P. 545-567.

J. MEARSHEIMER, John & M. WALT, Stephen (2006). « The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy », *Middle East Policy*, Vol. 13 (3), pp. 29-87.

KASPI, André (2008). « Les États-Unis et Israël sous la présidence de George W. Bush », *Presses de Sciences Po*, vol. 1 (97), pp. 53-61.

LASALLE, Jean-Pierre (1995). « Les lobbies aux États-Unis : privatisation ou démocratisation du pouvoir? », *Revue française d'études américaines*, no. 63, pp. 17-30.

LERMAN, Eran (2004). « États-Unis-Israël : Une relation vraiment très spéciale », *Outre-terre*, vol. 4 (9), pp. 311-324.

LUCENTINI, Mauro (2015). « The Obama Presidency and the 5+1 Agreement with Iran », *Rivista di Studi Politici Internazionali*, Vol. 82(3), pp. 335-342.

MAHAPATRA, Chintamani (2016). « US-Iran Nuclear Deal : Cohorts and Challenger », *Contemporary Review of the Middle East*, Vol. 3 (1) pp. 36-46.

MAHONEY, Christine (2007). « Lobbying Success in the United States and the European Union », *Cambridge University Press*, Vol. 27 (1), pp. 35-56.

MCGRATH, Connor (2007). « Framing lobbying messages : defining and communicating political issues persuasively », *Journal of Public Affairs*, pp. 269-280.

MEHTA, Simi (2015). « P5+1 – Iran Nuclear Agreement – A Silver Lining in US – Iran Relations », *Journal of Diplomacy and International Relations*, pp. 101-116.

NEWHOUSE, John (2009). « Diplomacy Inc. : The Influence of Lobbies on U.S. Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 88 (3), pp. 73-92.

OKHOVAT, Sahar (2011). « The United Nations Security Council : Its Veto Power and Its Reform », *CPACS Working Paper* vol. 15(1), pp. 1-75.

OUESLATI, Salah (2014). « U.S. Foreign Policy and the Complex Factors in the Decision-Making Process », *Springer Science & Business Media*, vol. 51, pp. 472-481.

- PERETZ, Pauline (2010). « J Street, nouvel acteur de la politique américaine au Proche-Orient? », *Politique américaine*, Vol.3 (8), pp. 97-115.
- RABKIN, Yakov M. (2008). « La campagne contre l’Iran : le lobby sioniste et l’opinion juive », *Revue internationale et stratégique*, Vol. 2 (70), pp. 195-208.
- ROSENBERG, M. J. (2015). “AIPAC and the Nuclear Agreement With Iran”, *The Washington Report on Middle East Affairs*, October 2015, pp.112-114.
- R. PILLAR, Paul (2016). « The Role of Villain : Iran and U.S. Foreign Policy », *Political Science Quarterly*, Vol. 131 (2), pp. 365-385.
- SALTZMAN, Ilai Z. (2017). “Not so Special Relationship?: US Israel Relations During Barak Obama’s Presidency”, *Israel Studies*, vol. 22(1), pp. 50-75.
- SLATER, Jerome, (2009). « The Two Books of Mearsheimer and Walt » *Security Studies*, vol. 18, pp. 4-57.
- STEVENSON, Jonathan (2016). « The evolution of US-Israel relations », *Strategic Comments*, Vol. 22 (32).
- TABATABAI, Ariane M. (2016). « L’accord nucléaire après le 16 janvier : perspectives et défis », *Les Cahiers de l’Orient*, Vol. 3 (123), pp. 145-159.
- THERME, Clément (2015). « L’Iran et les États-Unis après l’accord sur le nucléaire : paix froide ou réconciliation? », *Confluences Méditerranée*, Vol. 3 (94), pp. 107-117.
- WAXMAN, Dov (2010). « The Israel Lobbies : A Survey of the Pro-Israel community in the United States, *Israel Studies*, Vol. 25 (1), pp. 5-28.
- WINTERS, Jeffrey and I. PAGE, Benjamin (2009). « Oligarchy in the United States? », *Perspectives on Politics*, vol. 7 (4), pp. 731-751.
- W. LIMBERT, John (2013). « Iran and the U.S.: three decades of futility », *Foreign Policy Association*, pp. 71-84.
- ZARIFIAN, Julien (2015). « Le dossier du nucléaire iranien et la question du rapprochement États-Unis – Iran », *Politique américaine*, Vol. 2 (26), pp. 31-47.

## **Livres :**

AMBROSIO, Thomas. *Ethnic Identity Groups and U.S. Foreign Policy*, Greenwood Publishing Group, 2002, 240 p.

BELIN, Celia. « La société civile organisée ». Dans *La politique étrangère des États-Unis*, révisé par Charles-Philippe David. Paris : Presses de Sciences Po, 2015.

B. MORGAN, Bryson et J. HREBENAR, Ronald J., *Lobbying in America : A Reference Handbook*, ABC-CLIO Publisher, 2009, 289 p.

JETT, Denis C., *The Iran nuclear deal : bombs, bureaucrats, and billionaires*, Switzerland : Palgrave Macmillan, 2018, 532 p.

J. MEARSHEIMER, John et M. WALT, Stephen. *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*. Paris : La Découverte, 2007, 504 p.

J. NOWNES, Anthony. *Interest Groups in American Politics. Pressure and Power*, Deuxième édition, New York : Routledge, 2013, 316 p.

JONES, Bryan D. & BAUMGARTNER, Frank R., *The politics of attention : how government prioritizes problems*, Chicago : University of Chicago Press, 2005, 316 p.

KAUSSLER, Bernard & HASTEDT, Glenn P., *US Foreign Policy Towards the Middle East : The Realpolitik of Deceit*, London : Routledge, 2017, 199 p.

KINCH, Penelope. *The US-Iran Relationship. The Impact of Political Identity on Foreign Policy*. London: I.B. Tauris & Co. Ltd, 2016, 281 p.

MAKOVSKY, David. « The United States and the Arab-Israeli Conflict from 1945 to 2000 : Why the arabist are wrong ». Dans *Israel and the United States*, révisé par Robert O. Freedman, Boulder : Westview Press, 2012, 304 p.

M. McCORMIC, James. « Ethnic Interest Groups and American Foreign Policy, a Growing Influence? ». Dans *Interest Group Politics*, révisé par Allan C. Jigler et Burdett A. Loomis, Washington DC: CQ Press, 2012, 419 p.

REARDON, Robert J. *Containing Iran*, Pittsburgh : Rand Corporation, 2012, 206 p.

SAMAAN, Jean-Loup (2015). « La variable israélienne de la politique Américaine vis-à-vis de l'Iran, *Politique américaine*, vol. 2(26), pp. 69-84.

WAXMAN, Dov. « The Pro-Israel Lobby in the United States. Past, Present, and future ». Dans *Israel and the United States*, révisé par Robert O. Freedman, Boulder : Westview Press, 2012, 304 p.

### **Ressources en ligne :**

Agence France Presses. « Que contient l'accord sur le nucléaire iranien? ». *Radio-Canada*. 2018. Consulté le 1<sup>er</sup> juin 2018, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1099710/accord-nucleaire-iranien-de-2015>.

AVISHAI, Bernard. « Netanyahu and the Republicans ». *The New Yorker*, 2015, consulté le 4 juillet 2018, <https://www.newyorker.com/news/news-desk/netanyahu-republicans>.

BBC News. « US-Iran relations : A brief guide ». *BBC News*, 24 novembre 2014, consulté le 11 juin 2018, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-24316661>.

BOLTON, Alexander Bolton. « New group backed by AIPAC targets deal ». *The Hill*, 17 juillet 2015, consulté le 28 juin 2018, <http://thehill.com/homenews/senate/248349-new-group-backed-by-aipac-targets-iran-deal>.

BRODER, Jonathan. « How the Iran Nuclear Deal Weakened AIPAC, Washington's Most Powerful Interest Group », *Newsweek*, 1<sup>er</sup> septembre 2015, consulté le 1<sup>er</sup> juillet 2018, <http://www.newsweek.com/2015/09/11/whos-afraid-israel-lobby-367368.html>.

DeBonis, Mike. « Iran nuclear's deal fate in Congress rests with undecided Democrats », *The Washington Post*, 3 août 2015, consulté le 27 juin 2018, [https://www.washingtonpost.com/politics/iran-deals-fate-in-congress-rests-with-undecided-democrats/2015/08/02/6098d8de-3885-11e5-9d0f-7865a67390ee\\_story.html?utm\\_term=.9391f40c7ec1](https://www.washingtonpost.com/politics/iran-deals-fate-in-congress-rests-with-undecided-democrats/2015/08/02/6098d8de-3885-11e5-9d0f-7865a67390ee_story.html?utm_term=.9391f40c7ec1).

DEYOUNG, Karen. « As Iran deal nears, the lobbying, pro and con, intensifies », *The Washington Post*, 11 juin 2015, consulté le 29 juin 2018, [https://www.washingtonpost.com/world/national-security/as-an-iran-deal-nears-the-lobbying-pro-and-con-intensifies/2015/06/11/1dd56d4c-0f8a-11e5-aded-e82f8395c032\\_story.html?utm\\_term=.25a198f4acc8](https://www.washingtonpost.com/world/national-security/as-an-iran-deal-nears-the-lobbying-pro-and-con-intensifies/2015/06/11/1dd56d4c-0f8a-11e5-aded-e82f8395c032_story.html?utm_term=.25a198f4acc8).

DEMIRJIAN, Karoum & MORELLO, Carol. « How AIPAC lost the Iran deal fight ». *The Washington Post*. 2015, consulté le 13 mai 2018 [https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/09/03/how-aipac-lost-the-iran-deal-fight/?noredirect=on&utm\\_term=.a5c7fa98578f](https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/09/03/how-aipac-lost-the-iran-deal-fight/?noredirect=on&utm_term=.a5c7fa98578f).

HIRSCHFELD DAVIS, Julie. « Fears of Lasting Rift as Obama Battles Pro-Israel Group on Iran », *The New York Times*, 7 août 2015, consulté le 14 juin 2018

<https://www.nytimes.com/2015/08/08/world/middleeast/fears-of-lasting-rift-as-obama-battles-pro-israel-group-on-iran.html>.

HIRSCHFELD DAVIS, Julie. « Influential Pro-Israel Group Suffers Stinging Political Defeat ». *The New York Times*, 10 septembre 2015, consulté le 10 juin 2018, <https://www.nytimes.com/2015/09/11/world/influential-pro-israel-group-suffers-stinging-political-defeat.html>.

HIRSCHFELD DAVIS, Julie. « It's Either Iran Nuclear Deal or 'Some Form of War' Obama Warns », *The New-York Times*, 5 août 2015, consulté le 6 juillet 2018, <https://www.nytimes.com/2015/08/06/us/politics/obama-urges-critics-of-iran-deal-to-ignore-drumbeat-of-war.html>.

HIRSCHFELD DAVIS, Julie. « Lobbying Fight Over Iran Nuclear Deal Centers On Democrats ». *The New York Times*, 7 août 2015, consulté le 5 juin 2018, <https://www.nytimes.com/2015/08/18/world/middleeast/lobbying-fight-over-iran-nuclear-deal-centers-on-democrats.html>.

HIRSCHFELD DAVIS, Julie. « Pro-Israel AIPAC Creates Group to Lobby Against the Iran Deal ». *The New-York Times*, 17 juillet 2015, consulté le 15 juin 2018, <https://www.nytimes.com/politics/first-draft/2015/07/17/pro-israel-aipac-creates-group-to-lobby-against-the-iran-deal/>.

HO, Catherine. « Anti-Iran deal groups firing on all cylinders in massive lobbying push », *The Washington Post*, 21 juillet 2015, consulté le 6 juillet 2018, [https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/07/21/anti-iran-deal-groups-firing-on-all-cylinders-in-massive-lobbying-push/?utm\\_term=.8986e6f948db](https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/07/21/anti-iran-deal-groups-firing-on-all-cylinders-in-massive-lobbying-push/?utm_term=.8986e6f948db).

HO, Catherine. « Groups supporting Iran deal face off against its deep-pocketed detractors ». *The Washington Post*, 22 juillet 2015, consulté le 11 juin 2018, [https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/07/22/groups-supporting-iran-deal-face-off-against-its-deep-pocketed-detractors/?utm\\_term=.65dc18dbf0](https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/07/22/groups-supporting-iran-deal-face-off-against-its-deep-pocketed-detractors/?utm_term=.65dc18dbf0).

HO, Catherine. « Iran deals ads running in at least 23 states, including Florida, Texas, California and Pennsylvania ». *The Washington Post*, 2015. Consulté le 15 mai 2018, [https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/08/20/iran-deal-ads-running-in-at-least-23-states-including-florida-texas-california-and-pennsylvania/?utm\\_term=.347e064d84aa](https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/08/20/iran-deal-ads-running-in-at-least-23-states-including-florida-texas-california-and-pennsylvania/?utm_term=.347e064d84aa).

HO, Catherine. « Mega-donors opposing Iran deal have upper hand in fierce lobbying battle », *The Washington Post*, 13 août 2015, consulté le 30 juin 2018, [https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/08/13/mega-donors-opposing-iran-deal-have-upper-hand-in-fierce-lobbying-battle/?utm\\_term=.83a5fee78645](https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2015/08/13/mega-donors-opposing-iran-deal-have-upper-hand-in-fierce-lobbying-battle/?utm_term=.83a5fee78645).

INGRAHAM, Christopher. « Somebody just put a price tag on the 2016 election. Its a doozy .» *The Washington Post*, 14 avril 2017, consulté le 25 juin 2018, [https://www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2017/04/14/somebody-just-put-a-price-tag-on-the-2016-election-its-a-doozy/?utm\\_term=.5e133c586009](https://www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2017/04/14/somebody-just-put-a-price-tag-on-the-2016-election-its-a-doozy/?utm_term=.5e133c586009).

JUNEAU, Thomas «Iran is cutting its losses with a Nuclear Deal», *War on the Rocks*, 2015, consulté le 1er juin 2018 <https://warontherocks.com/2015/07/iran-is-cutting-its-losses-with-a-nuclear-deal/?singlepage=1>.

LABOTT, Elise, WALSH, Deirdre & SERFATY, Sunlen. « Washington Battle rages over Iran nuclear deal's fate ». *CNN Politics*, 3 août 2015, consulté le 4 juillet 2018, <https://www.cnn.com/2015/08/03/politics/aipac-iran-nuclear-deal-congress/index.html>.

MAKRIS, Sophie. « L'Iran gagne des soutiens face aux menaces américaines », *La Presse*, 5 juillet 2018, consulté le 6 juillet 2018, <http://www.lapresse.ca/international/moyen-orient/201807/05/01-5188447-liran-gagne-des-soutiens-face-aux-menaces-americaines.php>.

MEYERSON, Harold. « America's Jewish establishment is out of touch with U.S. Jews ». *The Washington Post*, 9 septembre 2015, consulté le 14 juin 2018 [https://www.washingtonpost.com/opinions/the-gulf-among-american-jewry/2015/09/09/95d9089c-570d-11e5-b8c9-944725fcd3b9\\_story.html?utm\\_term=.51945d7544a2](https://www.washingtonpost.com/opinions/the-gulf-among-american-jewry/2015/09/09/95d9089c-570d-11e5-b8c9-944725fcd3b9_story.html?utm_term=.51945d7544a2).

PR Newswire. « Citizens for a Nuclear Free Iran (CNFI) Launches Third National TV Ad Featuring Former U.S. Air Force Deputy Chief of Staff ». *PR Newswire*, 20 août 2015.

SINHA, Shreeya & CAMPBELL BEACHY, Susan. « Timeline on Iran's Nuclear Program ». *The New York Times*, 2 avril 2015, consulté le 11 juin 2018, [https://www.nytimes.com/interactive/2014/11/20/world/middleeast/Iran-nuclear-timeline.html/#time243\\_10809](https://www.nytimes.com/interactive/2014/11/20/world/middleeast/Iran-nuclear-timeline.html/#time243_10809).

TAKEYH, Ray. « Trump Pulled Out of the Iran Deal. What Now? », *Council on Foreign Relations*, 9 mai 2018, consulté le 6 juillet 2018, <https://www.cfr.org/article/trump-pulled-out-iran-deal-what-now>.

TIBON, Amir. « U.S. Jews Torn Over Trump's Exit From Iran Nuclear Deal », *Haaretz*, 9 mai 2018, consulté le 6 juillet 2018, <https://www.haaretz.com/us-news/.premium-u-s-jews-torn-over-trump-s-exit-from-iran-nuclear-deal-1.6072385>.

TRAUB, James. « The New Israel Lobby ». *The New York Times*, 9 septembre 2009, consulté le 26 juin 2018, <https://www.nytimes.com/2009/09/13/magazine/13JStreet-t.html>.

WRIGHT, Robert. « AIPAC and the Push Toward War ». *The Atlantic*, 21 février 2012, consulté

le 27 juin 2018, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2012/02/aipac-and-the-push-toward-war/253358/>.